

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE
DU BUDGET

DIRECTION DE L'EXECUTION
ET DES STATISTIQUES
BUDGETAIRES



BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

ANNUAIRE STATISTIQUE BUDGETAIRE 2010

Troisième édition

DECEMBRE 2011

AVANT PROPOS

L'élaboration et la publication de l'annuaire statistique répondent aux enjeux et défis liés à la visibilité de la gestion budgétaire et aux exigences de l'obligation de rendre compte. Ces exigences font référence aux bonnes pratiques en matière de transparence permettant la traçabilité de l'allocation des ressources budgétaires au profit des ministères et institutions.

L'un des objectifs majeurs de la réforme du système de gestion des finances publiques est de satisfaire à l'obligation de rendre compte à travers une production régulière et à bonne date de données statistiques. Ces données sont essentielles pour l'analyse budgétaire et jouent un rôle primordial pour l'orientation des décideurs dans leur prise de décision.

Le présent document donne une vue d'ensemble des efforts financiers en matière budgétaire et en particulier, des résultats atteints dans la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses publiques.

L'annuaire statistique vise aussi à fournir une base de données fiables et exhaustives de la situation d'exécution du budget de l'Etat pour la disponibilité des niveaux de consommation des crédits alloués aux différents ministères et institutions tant au niveau central que déconcentré.

Ce document d'orientation est destiné aux principaux intervenants dans la chaîne de la dépense publique et aux utilisateurs des données statistiques.

Cette troisième édition de l'annuaire statistique fait une large place au champ des définitions de concepts couramment employés et présente une extension des données sur les niveaux de prévision et d'exécution par grandes masses des recettes et des dépenses du budget de l'Etat. Elle fait le point pour la période référentielle de 2001 à 2010 de la situation d'exécution du budget et de son évolution.

Conscient des insuffisances que peuvent contenir cette édition, nous espérons à travers sa publication, apporter notre contribution à la visibilité et à la disponibilité des informations budgétaires.

En retour, toute réaction visant l'amélioration de la présente édition est la bienvenue.

Le Directeur Général du Budget

Amadou SANGARE
Officier de l'Ordre National

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS.....	1
TABLE DES MATIERES	2
LISTES DES TABLEAUX.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
I. ORGANISATION DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET (DGB)	7
I.1. LES MISSIONS.....	7
I.2. LES STRUCTURES D'APPUI	7
I.3. LES DIRECTIONS REGIONALES DU BUDGET	7
II. DEFINITIONS DES CONCEPTS ET METHODOLOGIES D'ELABORATION DES PRODUCTIONS	
STATISTIQUES	8
II.1. DEFINITION DES CONCEPTS.....	8
II.2. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE BUDGETAIRE	15
III. PRESENTATION DES TABLEAUX STATISTIQUES	16
III.1. Tableaux des ressources.....	16
III.2. Tableaux des dépenses.....	21
III.3. Tableaux récapitulatifs de l'évolution du Budget de l'Etat.....	43
ANNEXES.....	46

LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution des prévisions de recettes budgétaires de 2001 à 2010	16
Tableau 2: Evolution de l'indice annuel des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2001-2010	16
Tableau 3: Variation annuelle des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2001-2010	16
Tableau 4: Evolution de la structure des prévisions de recettes budgétaires par nature de recettes de 2001 à 2010...	17
Tableau 5: Evolution des recouvrements de recettes budgétaires de 2001 à 2010	17
Tableau 6: Evolution de l'indice annuel des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2001-2010	17
Tableau 7: Variation annuelle des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2001-2010	18
Tableau 8: Evolution de la structure des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2001-2010	18
Tableau 9: Evolution des taux de recouvrement par nature de recettes sur la période 2001-2010	18
Tableau 10: Evolution des recouvrements de recettes budgétaires par régie de 2001 à 2010.....	19
Tableau 11: Evolution de la structure des recouvrements de recettes par régie sur la période 2001-2010.....	19
Tableau 12: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale des Douanes (DGD) de 2001 à 2010...	19
Tableau 13: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale des Impôts (DGI) de 2001 à 2010	19
Tableau 14: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) de 2001 à 2010	20
Tableau 15: Evolution des prévisions et des recouvrements de financements extérieurs de la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP) de 2001 à 2010	20
Tableau 16: Evolution des dotations budgétaires par titre de 2001 à 2010	21
Tableau 17: Evolution de l'indice annuel des dotations budgétaires sur la période 2001-2003 et 2004-2010	21
Tableau 18: Variation annuelle des dotations budgétaires sur les périodes 2001-2003 et 2004-2010.....	22
Tableau 19: Evolution de la structure des dépenses entre 2001 et 2010.....	22
Tableau 20: Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires de 2001 à 2010	22
Tableau 21: Evolution de l'indice annuel de l'exécution des dépenses budgétaires sur la période 2001-2003 et 2004-2010	23
Tableau 22: Variation annuelle de l'exécution des dépenses budgétaires sur les périodes 2001-2003 et 2004-2010	23
Tableau 23: Evolution de la structure de la dépense globale de 2001 à 2010.....	24
Tableau 24: Evolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires de 2001 à 2010	24
Tableau 25: Évolution des consommations budgétaires des charges de la dette publiques par ministère de 2001 à 2003	24
Tableau 26: Évolution des consommations budgétaires des dépenses de personnel par ministère de 2001 à 2003.....	25
Tableau 27: Évolution des consommations budgétaires des dépenses de matériel par ministère de 2001 à 2003	26
Tableau 28:Évolution des consommations budgétaires des dépenses de transferts courants par ministère de 2001 à 2003	28
Tableau 29: Évolution des consommations budgétaires relatives à l'amortissement de la dette publique par ministère de 2001 à 2003.....	29
Tableau 30: Évolution des consommations budgétaires relatives aux équipements, investissements et transferts en capital par ministère de 2001 à 2010.....	29

Tableau 31: Évolution des consommations budgétaires relative à la charge de la dette et des dépenses en atténuation des recettes par ministère de 2004 à 2010.....	31
Tableau 32:Évolution des consommations budgétaires des dépenses de personnel par ministère de 2004 à 2010	31
Tableau 33:Évolution des consommations budgétaires des dépenses de fonctionnement par ministère de 2004 à 2010	34
Tableau 34:Évolution des consommations budgétaires des dépenses de transferts courants par ministère de 2004 à 2010	37
Tableau 35: Évolution des consommations budgétaires des dépenses d'investissement par ministère de 2004 à 2010	40
Tableau 36: Évolution des consommations budgétaires des dépenses de transferts en capital par ministère de 2004 à 2010	42
Tableau 37: Evolution des charges et des ressources de l'Etat de 2001 à 2010	43
Tableau 38: Evolution des charges et des ressources de l'Etat de 2000 à 2010 en pourcentage du PIB.....	43
Tableau 39: Situation des appuis financiers de l'Etat aux structures intervenants dans le processus de la décentralisation	44
Tableau 40: Situation d'exécution budgétaire par titre en fin d'exercice 2010 (y compris journée complémentaire)....	47
Tableau 41: Situation des consommations des secteurs sociaux- y compris la journée complémentaire - exercice 2010	47
Tableau 42: Situation des consommations budgétaires 2010 des secteurs prioritaires	49
Tableau 43: Situation d'exécution budgétaire 2010 par ministère ou institution et par grande nature de dépenses	50

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACRBF	: Association des Conseils Régionaux du Burkina Faso
AT	: Avance de Trésorerie
BMC	: Burkina Mining Company
CE	: Conseil d'Etat
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CES	: Conseil Economique et Social
CID	: Circuit Informatisé de la Dépense
CIE	: Comptabilité Intégrée de l'Etat
CIFE	: Circuit Intégré des Financements Extérieurs
CIR	: Circuit Intégré de la Recette
CNSE	: Centre National de Suivi Evaluation
CONACOD	: Commission Nationale de la Coopération Décentralisée
CONAD	: Commission Nationale de la Décentralisation
CONAFIL	: Commission Nationale des Finances Locales
CSC	: Conseil Supérieur de la Communication
DACT	: Direction de l'Appui aux Collectivités Territoriales
DCIM	: Dépenses Communes Interministérielles
DDP	: Direction de la Dette Publique
DESB	: Direction de l'Exécution et des Statistiques Budgétaires
DGB	: Direction Générale du Budget
DGCOOP	: Direction Générale de la Coopération
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DOC	: Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité
DPB	: Direction de la Programmation Budgétaire
DRB	: Direction Régionale du Budget
DS	: Direction de la Solde
IGE	: Inspection Générale d'Etat
LFR	: Loi de Finances Rectificative
MAECR	: Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale
MAHRH	: Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MASSN	: Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MMAPE	: Ministère chargé de Mission, de l'Analyse et de la Prospective
MCPEA	: Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat
MRP	: Ministère chargé des Relations avec le Parlement
MCTC	: Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication
MD	: Ministère de la Défense
MEBA	: Ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation
MECV	: Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances

MESSRS	: Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique
MFPRE	: Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
MHU	: Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
MID	: Ministère des Infrastructures et du Désenclavement
MJ	: Ministère de la Justice
MJE	: Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
MMCE	: Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie
MPDH	: Ministère de la Promotion des Droits Humains
MPF	: Ministère de la Promotion de la Femme
MPTIC	: Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication
MRA	: Ministère des Ressources Animales
MSL	: Ministère des Sports et des Loisirs
MT	: Ministère des Transports
MTSS	: Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
PF	: Présidence du Faso
PL	: Paiement par Lettre
PM	: Premier Ministère
PRCCU	: Programme de Renforcement des Capacités des Communes Urbaines
SGG-CM	: Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres
SIGASPE	: Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat
SINTAX	: Système Informatisé de Taxation
SN-SOBUFAB	: Société Burkinabé de Fabrication de Boisson et de Vin
SOFITEX	: Société des Fibres et Textiles
SOMITA	: Société des Mines de Taparko
SONABHY	: Société Nationale Burkinabé d'Hydrocarbures
SYGADE	: Système de Gestion et d'Analyse de la Dette
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNPCB	: Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina

I. ORGANISATION DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET (DGB)

Placée sous l'autorité d'un Directeur général, la Direction Générale du Budget est organisée autour:

- o de structures d'appui et ;
- o de directions de services.

I.1. LES MISSIONS

Les missions de la Direction Générale du Budget sont définies par l'arrêté n°2008-358 /MEF/SG/DGB du 16 décembre 2008 portant attributions, organisation et fonctionnement de la DGB.

La Direction Générale du Budget (DGB) a pour mission d'assurer la préparation et l'élaboration des lois de finances annuelles, initiales et rectificatives, leur exécution et l'élaboration des lois de règlement y relatives. Le Directeur Général du Budget est l'ordonnateur délégué du budget de l'Etat, des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor. Les directeurs placés sous son autorité sont des ordonnateurs délégués suppléants. Il s'agit des directeurs de services de la Direction de la Programmation Budgétaire (D.P.B), de la Direction de l'Exécution et des Statistiques Budgétaires (D.E.S.B), de la Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité (D.O.C), de la Direction de la Solde (D.S), de la Direction de l'Appui aux Collectivités Territoriales (D.A.C.T) et de la Direction de l'Informatisation du Budget (D.I.B).

I.2. LES STRUCTURES D'APPUI

Ce sont l'Inspection Générale du Budget (IGB), la Cellule d'Appui Technique (CAT), le Service Financier et du Matériel (SFM), le Service des Ressources Humaines (SRH) et le Secrétariat.

I.3. LES DIRECTIONS REGIONALES DU BUDGET

Elles ont pour mission d'assurer dans les limites de leur circonscription budgétaire, la réalisation des missions dévolues à la Direction Générale du Budget. Il s'agit de :

- o la Direction Régionale du Budget de la Boucle du Mouhoun (Dédougou);
- o la Direction Régionale du Budget des Cascades (Banfora) ;
- o la Direction Régionale du Budget du Centre (Ouagadougou);
- o la Direction Régionale du Budget du Centre Est (Tenkodogo);
- o la Direction Régionale du Budget du Centre Ouest (Koudougou);
- o la Direction Régionale du Budget du Centre Nord (Kaya);
- o la Direction Régionale du Budget Centre Sud (Manga);

- o la Direction Régionale du Budget de l'Est (Fada N'gourma);
- o la Direction Régionale du Budget des Hauts Bassins (Bobodioulasso);
- o la Direction Régionale du Budget du Plateau Central (Ziniaré);
- o la Direction Régionale du Budget du Nord (Ouahigouya);
- o la Direction Régionale du Budget du Sahel (Dori);
- o la Direction Régionale du Budget du sud Ouest (Gaoua).

II. DEFINITIONS DES CONCEPTS ET METHODOLOGIES D'ELABORATION DES PRODUCTIONS STATISTIQUES

La définition de certains concepts de base et des instruments de collectes de données utilisés dans l'annuaire statistique est indispensable pour la compréhension des analyses des niveaux d'exécution des dépenses et du recouvrement des recettes.

II.1. DEFINITION DES CONCEPTS

A	
Abattement	Mesure tendant à diminuer la base d'imposition.
Agrément fiscal	Décision accordant des allègements fiscaux à certaines entreprises afin de favoriser l'adaptation des structures industrielles et commerciales, de faciliter le développement régional ou celui de la recherche scientifique et technique ou encore, la conservation du patrimoine artistique national.
Annualité du budget	Principe selon lequel, le budget est voté pour un an.
Appuis budgétaires	Ressources non affectées consenties par les partenaires techniques et financiers pour la couverture des charges budgétaires. Ces appuis sont décaissés sous forme de dons et de prêts.
Article	Principale subdivision d'un chapitre budgétaire.
Assiette	Ce terme désigne d'une part, l'ensemble des règles appliquées ou des opérations effectuées par les services pour déterminer les éléments (bénéfices, chiffre d'affaires, valeur des biens achetés ou reçus en héritage, etc.) qui doivent être soumis à l'impôt et d'autre part, le résultat de ces opérations auquel, est appliqué ensuite, le taux ou le barème de l'impôt. Dans ce deuxième cas, il est synonyme de "base" ou, en matière d'impôt sur le revenu, par exemple, de "revenu net imposable".
Au-dessous de la ligne	Les dépenses et les recettes situées "au-dessous de la ligne" sont les charges et les ressources afférentes aux prêts et avances de l'État et à toutes les autres opérations à caractère temporaire.
Au-dessus de la ligne	Les dépenses et recettes situées "au-dessus de la ligne" sont les dépenses et les recettes à caractère définitif.

Autorisation de programme	Limite supérieure du crédit qui peut être engagé, en une ou plusieurs années, pour l'exécution d'un investissement, la réalisation progressive de celui-ci donnant lieu ensuite à l'inscription de crédits de paiement en fonction de l'échéancier des travaux.
B	
Besoins de financement	Correspondent à la différence entre les recettes totales et les dépenses totales (Recettes totales – Dépenses totales)
Budget annexe	Budget retraçant les dépenses et les recettes d'un service de l'État dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu à paiement.
Budget de l'Etat	C'est l'ensemble des comptes qui décrivent pour une année civile toutes les ressources et toutes les charges de l'État.
Budget économique	Compte prévisionnel présenté en annexe du projet de loi de finances de l'année, retraçant les données prévisibles de l'activité économique au cours de cette même année.
Budget fonctionnel	C'est un mode de classement des dépenses budgétaires avec des regroupements définissant leur finalité (à quoi sert chaque type de dépense). La classification fonctionnelle actuelle des dépenses budgétaires est basée sur dix (10) classes appelées « classes fonctionnelles » conformément à la classification fonctionnelle adoptée par le manuel des statistiques des finances publiques de 2001.
Budget général	Compte du budget regroupant les recettes et les dépenses des services publics administratifs (par opposition aux budgets annexes et aux comptes spéciaux du Trésor).
Budget de programme	Outil budgétaire qui permet de projeter, selon une nomenclature déterminée en fonction des politiques publiques mises en œuvre, l'évolution des besoins budgétaires d'un secteur ou d'un ministère. Il constitue le support par excellence de l'évaluation de la performance à travers des indicateurs et des objectifs qui lui sont associés. Corrélié à une structure ministérielle (chaque budget programme recouvre le périmètre d'un seul ministère), le budget programme propose une structure de présentation qui met en relation l'utilisation de crédits budgétaires et la politique publique mise en œuvre : le programme.
C	
Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) global	Instrument de programmation pluriannuel glissant dont l'objectif est d'assurer la traduction budgétaire annuelle d'une stratégie pluriannuelle tout en respectant un cadre financier. Il procède à l'allocation des enveloppes budgétaires sectorielles en fonction des priorités de la stratégie retenue et des perspectives de ressources. Il est un outil d'aide à la définition de l'équilibre des finances publiques sur le moyen terme.

Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)	Consiste à évaluer les objectifs budgétaires pluriannuels en matière de dépenses et de recettes. Il est le cadre préparatoire du CDMT global et prévoit les agrégats budgétaires non désagrégés par secteur ou ministère.
Chapitre	Unité fondamentale de l'exécution du budget, qui permet au Gouvernement de répartir les crédits ouverts à un ministère en regroupant les dépenses selon leur nature ou leur destination à l'intérieur d'une même subdivision.
Cessation de paiement	Arrêt de paiement causé par une insuffisance de l'actif disponible dans son engagement face au passif exigible.
Comptes spéciaux du Trésor	Comptes distincts du budget général, retraçant les dépenses et les recettes de l'État entre lesquelles, on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (compte d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (compte de prêts par exemple).
Contribuable	Personne assujettie à un impôt direct
Crédit évaluatif	Crédit servant à acquitter les dettes de l'État résultant de dispositions législatives spéciales ou de conventions permanentes approuvées par la loi, telles que les charges de la dette publique ou les frais de justice. L'État devant payer de telles dépenses dès qu'elles se présentent et quel qu'en soit le montant, les chiffres de crédits correspondants inscrits dans la loi de finances n'ont pas, comme c'est le cas d'ordinaire, le caractère d'un plafond mais, d'une simple évaluation pouvant être dépassée sans autorisation préalable du législateur.
Crédit limitatif	Montant plafonné d'une somme inscrite dans la loi de finances que les administrations ne peuvent pas dépasser durant la période d'exécution du budget.
D	
Décret d'avance	Décret pris par le Gouvernement en cas d'urgence pour augmenter les crédits ouverts par la loi de finances. Il doit être soumis à ratification par le Parlement.
Déficit budgétaire	Excédent des charges sur les recettes pour l'ensemble des opérations du budget général et des comptes spéciaux du Trésor soit l'ensemble des opérations à caractère définitif et des opérations à caractère temporaire, hors celles des budgets annexes, équilibrées par définition. Dans une loi de finances, l'expression utilisée pour qualifier le déficit est "solde budgétaire".
Dépenses	Décaissements non remboursables effectués par les administrations publiques (tels que les achats de biens et services, les transferts et les achats de bien d'équipement ou des aménagements d'infrastructure)

Dépenses ordinaires	Dépenses de fonctionnement et des transferts courants.
Dette publique	Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis.
Dons	Concours financiers non remboursable reçus de donateurs nationaux et/ou étrangers. On distingue les dons intérieurs et extérieurs d'une part, et les dons programmes répondant à des objectifs généraux d'aide budgétaire et les dons projets correspondants aux aides aux projets spécifiques d'investissement d'autre part.
Dotations	Correspondent aux crédits budgétaires alloués à un ministère ou à une Institution.
E	
Emprunts obligataires	Ressources prévues pour être mobilisées sur le marché financier par le Trésor public.
Engagés réservés	Somme des engagements en projet et des engagements visés par le contrôleur financier.
Engagés visés	Dépenses dont les projets d'engagement ont reçu le visa du contrôleur financier. Ce visa du contrôleur financier marque le début de la conclusion du contrat entre l'Etat et le prestataire.
Epargnes budgétaires	Correspondent à la différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes (Recettes courantes – Dépenses courantes)
Exonération	Dispense d'impôt sous certaines conditions fixées par la loi
F	
Fait générateur	Situation ou événement qui entraîne l'exigibilité de l'impôt.
	<i>Exemple</i> : le fait générateur de la TVA est généralement la livraison de la marchandise ou l'exécution des services ou travaux.
Fonds de concours	1. Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'État à des dépenses d'intérêt public.
	2. Produit de legs ou de dons attribués à l'État ou à une administration publique.
G	
Garanties de paiement	Moyens accordés aux comptables des impôts et du Trésor pour assurer le recouvrement des créances du Trésor (privilège, hypothèque légale du Trésor, etc.). Un contribuable qui présente une réclamation contre un impôt peut demander le sursis de paiement des droits contestés à condition de constituer des garanties de paiement telles que la consignation à un compte d'attente du Trésor, les obligations cautionnées, etc.

I	
Imposable	Situation fiscale d'une personne ou d'une opération qui, par le montant de son revenu, par son activité ou sa nature, entre dans le champ d'application de l'impôt mais sans toujours être effectivement imposée. (cas de personnes qui ont un revenu inférieur au seuil d'imposition)
Impôt	Prélèvement obligatoire réalisé au profit des administrations publiques. Il ne donne pas droit à une contrepartie directe mais à des services fournis gratuitement par la collectivité.
L	
Liquidation	Etape de la constatation du service fait par le prestataire. Elle n'intervient qu'après la preuve du service fait qui se matérialise par des pièces dont la nature et le nombre sont définis dans la nomenclature des pièces justificatives. Cette nomenclature a été définie par arrêté n° 2005/001/MFB/SG/DGTCP /CODEP du 04 /01/ 2005.
Liquidation de l'impôt	Calcul de l'impôt par l'application du taux ou du barème à la base imposable et compte tenu d'éventuelles déductions ou réductions.
Loi de finances initiale	Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.
	Elle comprend deux parties distinctes :
	- dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier ; - dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Loi de règlement	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par ses lois rectificatives.
M	
Mesure nouvelle	Modification proposée dans le projet de budget par rapport au montant des services votés.

O	
Opération à caractère définitif	Opération de dépense de l'État non remboursable.
Opération à caractère temporaire	Prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle, la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.
Ordonnancement	Emission du titre de paiement donnant l'ordre au comptable de payer la dette de l'Etat.
P	
Prélèvement d'impôt	Somme retranchée de certains revenus au moment de leur encaissement pour être versée au Trésor public soit par la personne qui a payé le revenu, soit par celle qui l'a encaissé. (ex : prélèvement sur les produits d'obligations. Ce prélèvement peut être libératoire ou non de l'impôt).
Prélèvements obligatoires	Addition de l'ensemble des impôts perçus par l'État, y compris ceux reversés aux collectivités territoriales et des cotisations sociales effectives versées par les assurés ou leurs employeurs afin d'acquérir ou de maintenir des droits et prestations.
Produit intérieur brut (PIB)	Somme des valeurs ajoutées de l'ensemble des branches de production (augmentée de la TVA grevant les produits et les droits de douane). Il se compose du produit intérieur marchand (biens et services échangés) et du produit intérieur brut non marchand (services fournis par les administrations publiques et privées à titre gratuit ou quasi gratuit).
R	
Recettes :	Encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels que les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et les redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes d'ordre	Recettes venant en atténuation des charges de la dette de l'État.
Redressement fiscal	Rectification d'une déclaration fiscale par le service des impôts lorsqu'il constate des insuffisances, omissions ou erreurs dans les éléments déclarés.
Report de crédits	Opération s'effectuant par arrêté du ministre chargé du budget, en vertu de laquelle un crédit accordé pour une année donnée et non consommé peut venir s'ajouter à la dotation correspondante du budget de l'année suivante.

S	
Secteurs sociaux	Les dépenses sociales sont calculées sur la base du protocole d'accord technique de la FEC (Facilité Elargie de Crédit) appuyé par le FMI qui stipule : « les dépenses sociales de réduction de la pauvreté sont définies comme les dépenses des secteurs abritant des programmes prioritaires identifiés dans le CSLP pour accélérer la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. Ces dépenses couvrent tous les titres des ministères suivants : Santé, Enseignement de Base et Alphabétisation, Action Sociale et Solidarité Nationale, Enseignements Secondaire, Supérieur et Recherche Scientifique, Jeunesse et Emploi ; Promotion de la Femme, Travail et Sécurité Sociale, Agriculture, Hydraulique et Ressources Halieutiques, Environnement et Cadre de Vie, Mines, Carrières et Energie. Elles couvrent également les pistes rurales pour les infrastructures, les dépenses sur PPTE de la justice et le Ministère de l'économie et des finances, certaines dépenses de la culture, du tourisme et de la communication et de la Section Dépenses communes interministérielles.
Sections	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
Services votés	Minimum de dotations que le Gouvernement juge indispensable pour poursuivre l'exécution des services publics dans les conditions qui ont été approuvées l'année précédente par le Parlement.
Spécialité	Principe selon lequel les crédits ouverts en loi de finances le sont pour un objet déterminé.
T	
Titres budgétaires	Selon la nomenclature budgétaire commune aux Etats membres de l'UEMOA, le titre correspond au premier niveau de la classification par nature et est codifié sur un (01) caractère.
	Pour les recettes, elles sont toutes regroupées en un seul titre, c'est le titre 0
	Pour les dépenses, il existe six (06) titres correspondant aux grandes catégories de dépenses que sont :
	- titre 1 : Amortissements, charge de la Dette et dépenses en atténuation des recettes ;
	- titre 2 : Dépenses de personnel ;
	- titre 3 : Dépenses de fonctionnement ;
	- titre 4 : Dépenses de transfert courant ;
	- titre 5 : Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat ;
	- titre 6 : Transfert en capital.

II.2. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE BUDGETAIRE

La production de l'annuaire statistique budgétaire 2010 résulte d'un processus long et complexe impliquant particulièrement les agents de la Direction de l'Exécution et des Statistiques Budgétaires.

Les données sont collectées auprès des structures centrales du Ministère de l'Economie et des Finances notamment la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP), la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP) pour être centralisées et traitées pour la production des tableaux statistiques à des fins d'utilisation. La centralisation et le traitement des données se font au Service des Statistiques (SS) de la Direction de l'Exécution et des Statistiques Budgétaires.

En plus des données collectées auprès de ces structures, certains outils ou logiciels sont utilisés pour générer différents types d'informations budgétaires. Il s'agit du:

-  circuit Intégré de la Dépense qui est un outil informatique intégrant toutes les étapes de l'exécution de la dépense ;
-  circuit Intégré de la Recette qui devrait remédier aux difficultés de communication automatique existant entre les différents systèmes de gestion (SYDONIA pour les douanes, CIE et CICL pour le Trésor et SINTAX pour les impôts).

Les outils et les types d'informations générés sont présentés dans le tableau ci-après :

N°	Type de logiciel	Type d'information
1	CID	Données sur la programmation et l'exécution budgétaire
2	CIR	Données relatives aux opérations de recettes
3	CIE	Données relatives à la comptabilité et à la gestion de la trésorerie
4	SIGASPE	Données relatives à l'exécution des dépenses de personnel
5	SIMP	Données relatives à la mise en œuvre des plans de passation des marchés
6	CIFE	Données sur le suivi des décaissements des financements extérieurs
7	SYDONIA	Données relatives au suivi des statistiques douanières
8	SINTAX	Données relatives à la fiscalité
9	EXO	Données de suivi des exonérations fiscales

Les outils utilisés à la DESB pour la production de l'annuaire statistique budgétaire sont essentiellement le CID, le SIGASPE et le CIR. Ces outils permettent de renseigner la situation de l'exécution budgétaire intégrant les différents niveaux de consommation des crédits budgétaires.

III. PRESENTATION DES TABLEAUX STATISTIQUES

III.1. Tableaux des ressources

Prévisions par nature de recettes

Tableau 1: Evolution des prévisions de recettes budgétaires de 2001 à 2010

En millions de F CFA

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes ordinaires	311 570	347 181	301 621	373 154	423 940	461 472	635 886	540 787	616 115	688 226
Recettes fiscales	277 635	306 321	275 836	329 836	390 966	414 746	448 873	475 455	536 334	571 448
Recettes non fiscales	23 777	25 193	22 227	28 633	28 393	28 319	38 667	32 229	39 220	105 134
Recettes en capital	10 157	15 668	3 559	14 685	4 582	18 408	148 346	33 103	40 560	11 644
Recettes extraordinaires	130 602	168 968	204 051	237 390	371 396	443 050	459 407	474 135	567 246	508 220
Dons	69 064	82 882	83 446	106 255	179 330	204 909	247 509	213 438	279 067	293 576
Emprunts	61 538	86 086	120 605	131 135	192 066	238 142	211 899	260 697	288 179	214 644
Recettes totales	442 172	516 149	505 672	610 544	795 336	904 522	1 095 293	1 014 922	1 183 361	1 196 447

Source : DOC, Lois de règlement et régies

Tableau 2: Evolution de l'indice annuel des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2001-2010

Base 100 en 2001

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes ordinaires	100	111,43	96,81	119,77	136,07	148,11	204,09	173,57	197,75	220,89
Recettes fiscales	100	110,33	99,35	118,80	140,82	149,39	161,68	171,25	193,18	205,83
Recettes non fiscales	100	105,95	93,48	120,42	119,41	119,10	162,62	135,55	164,95	442,16
Recettes en capital	100	154,25	35,04	144,58	45,11	181,23	1 460,49	325,91	399,32	114,64
Recettes extraordinaires	100	129,38	156,24	181,77	284,37	339,24	351,76	363,04	434,33	389,14
Dons	100	120,01	120,82	153,85	259,66	296,69	358,38	309,04	404,07	425,08
Emprunts	100	139,89	195,98	213,09	312,11	386,98	344,34	423,63	468,29	348,80
Recettes totales	100	116,73	114,36	138,08	179,87	204,56	247,71	229,53	267,62	270,58

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 3: Variation annuelle des prévisions de recettes budgétaires sur la période 2001-2010

En %

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	CAM ¹
Recettes ordinaires	11,43	-13,12	23,72	13,61	8,85	37,80	-14,96	13,93	11,70	9,20
Recettes fiscales	10,33	-9,95	19,58	18,53	6,08	8,23	5,92	12,80	6,55	8,35
Recettes non fiscales	5,95	-11,77	28,82	-0,84	-0,26	36,54	-16,65	21,69	168,06	17,96
Recettes en capital	54,25	-77,29	312,63	-68,80	301,76	705,89	-77,69	22,53	-71,29	1,53
Recettes extraordinaires	29,38	20,76	16,34	56,45	19,29	3,69	3,21	19,64	-10,41	16,30
Dons	20,01	0,68	27,33	68,77	14,26	20,79	-13,77	30,75	5,20	17,44
Emprunts	39,89	40,10	8,73	46,46	23,99	-11,02	23,03	10,54	-25,52	14,89
Recettes totales	16,73	-2,03	20,74	30,27	13,73	21,09	-7,34	16,60	1,11	11,69

Source : DGB/DESB/SS

¹ Croissance annuelle moyenne sur la période 2001-2010

Tableau 4: Evolution de la structure des prévisions de recettes budgétaires par nature de recettes de 2001 à 2010

En %

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes ordinaires	70,46	67,26	59,65	61,12	53,30	51,02	58,06	53,28	52,06	57,52
Recettes fiscales	62,79	59,35	54,55	54,02	49,16	45,85	40,98	46,85	45,32	47,76
Recettes non fiscales	5,38	4,88	4,40	4,69	3,57	3,13	3,53	3,18	3,31	8,79
Recettes en capital	2,30	3,04	0,70	2,41	0,58	2,04	13,54	3,26	3,43	0,97
Recettes extraordinaires	29,54	32,74	40,35	38,88	46,70	48,98	41,94	46,72	47,94	42,48
Dons	15,62	16,06	16,50	17,40	22,55	22,65	22,60	21,03	23,58	24,54
Emprunts	13,92	16,68	23,85	21,48	24,15	26,33	19,35	25,69	24,35	17,94
Recettes totales	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : DGB/DESB/SS



Recouvrements par nature de recettes

Tableau 5: Evolution des recouvrements de recettes budgétaires de 2001 à 2010

En millions de F CFA

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes ordinaires	227 645	271 775	304 233	333 877	364 547	385 042	557 263	484 059	523 441	647 545
Recettes fiscales	202 516	237 347	261 733	297 851	331 009	351 346	373 025	439 648	445 214	524 903
Recettes non fiscales	19 020	30 454	37 484	26 118	28 985	31 208	36 359	38 036	45 401	111 026
Recettes en capital	6 109	3 974	5 015	9 908	4 554	2 488	147 879	6 376	32 826	11 617
Recettes extraordinaires	83 733	114 561	149 087	92 562	101 077	118 751	117 504	183 858	269 787	233 994
Dons	61 368	112 774	89 649	92 562	101 077	59 140	95 627	91 401	139 077	148 148
Emprunts	22 365	1 787	59 438	-	-	59 611	21 877	92 457	130 710	85 846
Recettes totales	311 377	386 335	453 319	426 439	465 624	503 793	674 767	667 917	793 228	881 539

Source : DOC, Lois de règlement

Tableau 6: Evolution de l'indice annuel des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2001-2010

Base 100 en 2001

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes ordinaires	100	119,39	133,64	146,67	160,14	169,14	244,80	212,64	229,94	284,45
Recettes fiscales	100	117,20	129,24	147,07	163,45	173,49	184,20	217,09	219,84	259,19
Recettes non fiscales	100	160,12	197,08	137,32	152,39	164,08	191,17	199,98	238,71	583,74
Recettes en capital	100	65,05	82,09	162,19	74,55	40,74	2420,81	104,37	537,36	190,17
Recettes extraordinaires	100	136,82	178,05	110,54	120,71	141,82	140,33	219,58	322,20	279,45
Dons	100	183,77	146,08	150,83	164,71	96,37	155,82	148,94	226,63	241,41
Emprunts	100	7,99	265,77	0,00	0,00	266,54	97,82	413,41	584,45	383,85
Recettes totales	100	124,07	145,59	136,95	149,54	161,79	216,70	214,50	254,75	283,11

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 7: Variation annuelle des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2001-2010

En %

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	CAM ²
Recettes ordinaires	19,39	11,94	9,74	9,19	5,62	44,73	-13,14	8,14	23,71	12,32
Recettes fiscales	17,20	10,27	13,80	11,13	6,14	6,17	17,86	1,27	17,90	11,16
Recettes non fiscales	60,12	23,08	-30,32	10,97	7,67	16,51	4,61	19,36	144,54	21,66
Recettes en capital	- 34,95	26,21	97,56	-54,04	-45,36	5842,68	-95,69	414,87	-64,61	7,40
Recettes extraordinaires	36,82	30,14	-37,91	9,20	17,49	-1,05	56,47	46,74	-13,27	12,10
Dons	83,77	-20,51	3,25	9,20	-41,49	61,70	-4,42	52,16	6,52	10,29
Emprunts	-92,01	3 226,20				-63,30	322,62	41,37	-34,32	
Recettes totales	24,07	17,34	-5,93	9,19	8,20	33,94	-1,02	18,76	11,13	12,26

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 8: Evolution de la structure des recouvrements de recettes budgétaires sur la période 2001-2010

En %

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes ordinaires	73,11	70,35	67,11	78,29	78,29	76,43	82,59	72,47	65,99	73,46
Recettes fiscales	65,04	61,44	57,74	69,85	71,09	69,74	55,28	65,82	56,13	59,54
Recettes non fiscales	6,11	7,88	8,27	6,12	6,22	6,19	5,39	5,69	5,72	12,59
Recettes en capital	1,96	1,03	1,11	2,32	0,98	0,49	21,92	0,95	4,14	1,32
Recettes extraordinaires	26,89	29,65	32,89	21,71	21,71	23,57	17,41	27,53	34,01	26,54
Dons	19,71	29,19	19,78	21,71	21,71	11,74	14,17	13,68	17,53	16,81
Emprunts	7,18	0,46	13,11	0,00	0,00	11,83	3,24	13,84	16,48	9,74
Recettes totales	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : DGB/DESB/SS



Taux de recouvrements par nature de recettes

Tableau 9: Evolution des taux de recouvrement par nature de recettes sur la période 2001-2010

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes ordinaires	73,06%	78,28%	100,87%	89,47%	85,99%	83,44%	87,64%	89,51%	85,65%	94,09%
Recettes fiscales	72,94%	77,48%	94,89%	90,30%	84,66%	84,71%	83,10%	92,47%	83,29%	91,85%
Recettes non fiscales	79,99%	120,89%	168,64%	91,22%	102,08%	110,20%	94,03%	118,02%	116,44%	105,60%
Recettes en capital	60,14%	25,36%	140,91%	67,47%	99,39%	13,52%	99,69%	19,26%	87,34%	99,76%
Recettes extraordinaires	64,11%	67,80%	73,06%	38,99%	27,22%	26,80%	25,58%	38,78%	89,83%	46,04%
Dons	88,86%	136,06%	107,43%	87,11%	56,36%	28,86%	38,64%	42,82%	103,13%	50,46%
Emprunts	36,34%	2,08%	49,28%	0,00%	0,00%	25,03%	10,32%	35,47%	79,00%	39,99%
Recettes totales	70,42%	74,85%	89,65%	69,85%	58,54%	55,70%	61,61%	65,81%	87,03%	73,68%

Source : DGB/DESB/SS

² Croissance annuelle moyenne sur la période 2001-2010

 Recouvrements par régies de recettes

Tableau 10: Evolution des recouvrements de recettes budgétaires par régie de 2001 à 2010

En millions de F CFA

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
DGD	97 271	120 222	137 539	150 445	166 192	172 577	183 779	210 903	222 173	244 321
DGI	109 034	114 374	138 611	156 610	178 278	186 892	212 498	226 760	266 542	313 558
DGTCP	15 300	34 985	40 062	32 829	32 242	26 755	179 116	37 138	106 169	118 254
DGCOOP	83 733	114 561	149 087	92 562	101 077	118 751	117 504	312 161	196 334	367 217
Recettes totales	305 338	384 142	465 299	432 446	477 789	504 975	692 897	786 962	791 218	1 043 350

Source : Régies et DEP/MEF

Tableau 11: Evolution de la structure des recouvrements de recettes par régie sur la période 2001-2010

En %

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
DGD	31,86	31,30	29,56	34,79	34,78	34,18	26,52	26,80	28,08	23,42
DGI	35,71	29,77	29,79	36,21	37,31	37,01	30,67	28,81	33,69	30,05
DGTCP	5,01	9,11	8,61	7,59	6,75	5,30	25,85	4,72	13,42	11,33
DGCOOP	27,42	29,82	32,04	21,40	21,16	23,52	16,96	39,67	24,81	35,20
Recettes totales	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 12: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale des Douanes (DGD) de 2001 à 2010

En millions de F CFA

Années	Recettes fiscales		Recettes non fiscales		Total		
	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Taux
2001	90 472	91 073	3 030	6 198	93 502	97 271	104,03
2002	103 747	112 763	3 475	7 459	107 222	120 222	112,12
2003	116 625	131 431	3 906	6 108	120 531	137 539	114,11
2004	138 858	146 126	4 651	4 319	143 509	150 445	104,83
2005	158 055	161 246	5 294	4 946	163 349	166 192	101,74
2006	175 680	167 081	5 884	5 496	181 564	172 577	95,05
2007	186 756	177 635	5 844	6 144	192 600	183 779	95,42
2008	190 878	203 145	5 922	7 758	196 800	210 903	107,17
2009	207 143	215 578	7 912	6 595	215 055	222 173	103,31
2010	224 184	237 816	8 226	6 505	232 410	244 321	105,13

Source : DGD

Tableau 13: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale des Impôts (DGI) de 2001 à 2010

En millions de F CFA

Années	Recettes fiscales		Recettes non fiscales		Recettes en capital		Total		
	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Taux
2001	127 356	108 241	1 910	780	390	13	129 656	109 034	84,09
2002	142 085	113 314	2 020	1 020	390	40	144 495	114 374	79,15
2003	133 713	137 210	1 016	1 330	5	71	134 734	138 611	102,88
2004	162 058	155 334	1 108	1 225	2	51	163 168	156 610	95,98
2005	201 784	176 658	1 108	1 223	7	397	202 899	178 278	87,87

Années	Recettes fiscales		Recettes non fiscales		Recettes en capital		Total		
	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Taux
2006	224 772	185 279	1 837	1 463	140	150	226 749	186 892	82,42
2007	258 968	212 156	1 863	186	167	156	260 998	212 498	81,42
2008	281 254	226 591	166	162	177	7	281 597	226 760	80,53
2009	324 006	266 261	187	278	30	3	324 223	266 542	82,21
2010	343 839	313 541	53	16	183	0	344 075	313 558	91,13

Source : DGI

Tableau 14: Evolution des recouvrements de recettes de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) de 2001 à 2010

En millions de F CFA

Années	Recettes fiscales		Recettes non fiscales		Recettes en capital		Total		
	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Taux
2001	2 145	1 397	10 673	8 062	5 841	5 841	18 659	15 300	82,00
2002	9 142	9 313	9 358	21 179	14 808	4 494	33 307	34 985	105,04
2003	8 922	6 951	10 545	28 166	3 554	4 945	23 020	40 062	174,03
2004	2 460	2 075	20 906	20 269	14 683	10 485	38 048	32 829	86,28
2005	2 643	4 942	21 664	23 138	4 574	4 162	28 881	32 242	111,64
2006	2 748	2 658	21 107	21 164	17 768	2 933	41 622	26 755	64,28
2007	3 061	2 761	31 605	28 591	148 178	147 764	182 844	179 116	97,96
2008	3 231	3 639	26 233	26 776	32 926	6 723	62 389	37 138	59,53
2009	3 389	2 628	30 891	72 947	37 553	30 594	71 833	106 169	147,80
2010	3 428	3 499	96 859	102 715	11 455	12 041	111 741	118 254	105,83

Source : DEP/MEF et DGTCP

Tableau 15: Evolution des prévisions et des recouvrements de financements extérieurs de la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP) de 2001 à 2010

En millions de F CFA

Années	Prêts		Dons		Total		
	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Prévisions	Recouvrements	Taux (en %)
2 001	61 538	22 365	69 064	61 368	130 602	83 733	64,11
2 002	86 086	1 787	82 882	112 774	168 968	114 561	67,80
2 003	120 605	59 438	83 446	89 649	204 051	149 087	73,06
2 004	131 135	0	106 255	92 562	237 390	92 562	38,99
2 005	192 066	0	179 330	101 077	371 396	101 077	27,22
2 006	238 142	59 611	204 909	59 140	443 050	118 751	26,80
2 007	211 899	21 877	247 509	95 627	459 407	117 504	25,58
2 008	260 697	91 401	213 438	92 457	474 135	183 858	38,78
2 009	279 067	139 077	288 179	130 710	567 246	269 787	47,56
2 010	214 644	148148	293 576	85 846	508 220	233 994	46,04

Source : Lois de règlement et DGCOOP

III.2. Tableaux des dépenses

Dotations par nature de dépenses

Tableau 16: Evolution des dotations budgétaires par titre de 2001 à 2010

En millions de F CFA

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses ordinaires	267 491	278 926	266 255	370 484	416 615	451 508	519 611	522 961	625 255	603 347
Titre 1	19 565	20 000	14 400	78 830	79 500	62 331	56 219	53 504	102 600	67 253
Titre 2	97 500	103 041	109 202	120 996	139 400	156 238	187 939	198 996	229 878	245 870
Titre 3	44 885	45 567	53 567	63 050	69 217	85 252	104 548	100 612	101 960	100 357
Titre 4	105 541	110 317	89 086	107 607	128 499	147 687	170 905	169 850	190 816	189 867
Dépenses en capital	228 978	292 977	119 748	317 662	379 570	460 451	513 051	485 769	594 351	593 655
Titre 5	50 343	59 745	42 733	315 468	376 570	452 921	474 893	478 059	568 870	588 255
Part Etat				77 363	95 312	121 238	140 563	190 444	263 397	317 413
Subvention				106 970	125 276	146 955	144 631	118 479	140 007	122 040
Prêt				131 135	155 982	184 729	189 699	169 136	165 467	148 802
Titre 6	48 032	64 263	77 015	2 194	3 000	7 530	38 158	7 710	25 481	5 400
Dotation globale	365 867	402 935	386 003	688 146	796 186	911 959	1 032 662	1 008 730	1 219 606	1 197 002

Source : DOC, Lois de règlement, CID

Tableau 17: Evolution de l'indice annuel des dotations budgétaires sur la période 2001-2003 et 2004-2010

Base 100 en 2001 et en 2004

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses ordinaires	100	104,27	99,54	100	112,45	121,87	140,25	141,16	168,77	162,85
Titre 1	100	102,22	73,60	100	100,85	79,07	71,2	67,87	130,15	85,31
Titre 2	100	105,68	112,00	100	115,21	129,13	155,33	164,46	189,99	203,20
Titre 3	100	101,52	119,34	100	109,78	135,21	165,82	159,58	161,71	159,17
Titre 4	100	104,53	84,41	100	119,41	137,25	158,82	157,84	177,33	176,44
Dépenses en capital	100	126,06	121,72	100	119,49	144,95	161,51	152,92	187,10	186,88
Titre 5	100	118,68	84,88	100	119,37	143,57	150,54	151,54	180,33	186,47
Part Etat				100	123,20	156,71	181,69	246,17	340,47	410,29
Subvention				100	117,11	137,38	135,21	110,76	130,88	114,09
Prêt				100	118,95	140,87	144,66	128,98	126,18	113,47
Titre 6	100	133,79	160,34	100	136,71	343,14	173,85	351,34	1161,16	246,08
Dotation globale	100	110,13	105,50	100	115,70	132,52	150,06	146,59	177,23	173,95

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 18: Variation annuelle des dotations budgétaires sur les périodes 2001-2003 et 2004-2010

En %

	2002	2003	CAM	2005	2006	2007	2008	2009	2010	CAM
Dépenses ordinaires	4,27	-4,54	-0,23	4,27	8,38	15,08	0,64	19,56	-3,50	8,47
Titre 1	2,22	-28,00	-14,21	2,22	-21,60	-9,81	-4,83	91,76	-34,45	-2,61
Titre 2	5,68	5,98	5,83	5,68	12,08	20,29	5,88	15,52	6,96	12,54
Titre 3	1,52	17,56	9,24	1,52	23,17	22,63	-3,77	1,34	-1,57	8,05
Titre 4	4,53	-19,25	-8,13	4,53	14,93	15,72	-0,62	12,34	-0,50	9,93
Dépenses en capital	26,06	-3,44	10,33	26,06	21,31	11,42	-5,32	22,35	-0,12	10,98
Titre 5	18,68	-28,47	-7,87	18,68	20,28	4,85	0,67	19,00	3,41	10,94
Part Etat					27,20	15,94	35,49	38,31	20,51	26,53
Subvention					17,30	-1,58	-18,08	18,17	-12,83	2,22
Prêt					18,43	2,69	-10,84	-2,17	-10,07	2,13
Titre 6	33,79	19,84	26,63	33,79	151,00	406,75	-79,79	230,49	-78,81	16,19
Dotation globale	10,13	-4,20	2,71	10,13	14,54	13,24	-2,32	20,39	-1,44	9,67

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 19: Evolution de la structure des dépenses entre 2001 et 2010

En %

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses ordinaires	73,11	69,22	68,98	53,84	52,33	49,51	50,32	51,84	51,48	50,40
Titre 1	5,35	4,96	3,73	11,46	9,99	6,83	5,44	5,30	8,45	5,62
Titre 2	26,65	25,57	28,29	17,58	17,51	17,13	18,2	19,73	18,93	20,54
Titre 3	12,27	11,31	13,88	9,16	8,69	9,35	10,12	9,97	8,40	8,38
Titre 4	28,85	27,38	23,08	15,64	16,14	16,19	16,55	16,84	15,71	15,86
Dépenses en capital	26,89	30,78	31,02	46,16	47,67	50,49	49,68	48,16	48,52	49,60
Titre 5	13,76	14,83	11,07	45,84	47,3	49,66	45,99	47,39	46,42	49,14
Part Etat				11,24	11,97	13,29	13,61	18,88	21,69	26,52
Subvention				15,54	15,73	16,11	14,01	11,75	11,10	10,20
Prêt				19,06	19,59	20,26	18,37	16,77	13,62	12,43
Titre 6	13,13	15,95	19,95	0,32	0,38	0,83	3,7	0,76	2,10	0,45
Dotation globale	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : DGB/DESB/SS



Exécutions par nature de dépenses

Tableau 20: Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires de 2001 à 2010

En millions de FCFA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses ordinaires	243 407	254 238	261 378	368 174	409 046	446 446	511 590	513 076	599 220	590 535
Titre 1	22 575	17 270	15 895	77 501	80 415	61 967	54 720	52 302	89 148	67 093
Titre 2	97 950	103 369	109 200	120 942	139 332	161 189	187 140	198 826	229 751	245 441
Titre 3	42 293	44 393	47 552	62 126	68 725	79 514	100 520	94 247	93 499	90 740
Titre 4	80 589	89 206	88 731	107 604	120 575	143 777	169 210	167 700	186 823	187 261
Dépenses en capital	89 963	116 349	112 141	79 610	92 362	119 096	377 133	310 032	470 858	500 010

Annuaire Statistique Budgétaire 2010 de la DGB

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Titre 5	54 948	59 099	58 883	77 779	90 110	115 757	340 065	303 860	446 364	496 215
<i>Part Etat</i>				77 779	90 110	115 757	132 426	175 556	250 325	295 623
<i>Subvention</i>				0	0	0	114 673	58 974	86 629	51 320
<i>Prêt</i>				0	0	0	92 965	69 329	109 410	149 271
Titre 6	35 014	57 250	53 257	1 831	2 252	3 338	37 068	6 172	24 494	3 795
Dépense globale	333 370	370 587	373 519	447 784	501 407	565 542	888 723	823 107	1 070 079	1 090 545

Source : DOC, Lois de règlement et CID

Tableau 21: Evolution de l'indice annuel de l'exécution des dépenses budgétaires sur la période 2001-2003 et 2004-2010

Base 100 en 2001 et en 2004

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses ordinaires	100	104,45	107,38	100	111,10	121,26	138,95	139,36	162,75	160,40
Titre 1	100	76,50	70,41	100	103,76	79,96	70,61	67,49	115,03	86,57
Titre 2	100	105,53	111,49	100	115,21	133,28	154,74	164,40	189,97	202,94
Titre 3	100	104,97	112,43	100	110,62	127,99	161,80	151,70	150,50	146,06
Titre 4	100	110,69	110,10	100	112,05	133,62	157,25	155,85	173,62	174,03
Dépenses en capital	100	129,33	124,65	100	116,02	149,60	473,73	389,44	591,46	628,08
Titre 5	100	107,55	107,16	100	115,85	148,83	437,22	390,67	573,89	637,98
<i>Part Etat</i>				100	115,85	148,83	170,26	225,71	321,84	380,08
<i>Subvention</i>										
<i>Prêt</i>										
Titre 6	100	163,50	152,10	100	122,98	182,33	2024,43	337,09	1337,72	207,28
Dépense globale	100	111,164	112,04	100	111,98	126,30	198,47	183,82	238,97	243,54

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 22: Variation annuelle de l'exécution des dépenses budgétaires sur les périodes 2001-2003 et 2004-2010

En %

Années	2002	2003	CAM	2005	2006	2007	2008	2009	2010	CAM
Dépenses ordinaires	4,45	2,81	3,63	11,1	9,14	14,59	0,29	16,79	-1,45	8,19
Titre 1	-23,5	-7,96	-16,09	3,76	-22,94	-11,69	-4,42	70,45	-24,74	-2,38
Titre 2	5,53	5,64	5,59	15,21	15,69	16,1	6,24	15,55	6,83	12,52
Titre 3	4,97	7,12	6,04	10,62	15,7	26,42	-6,24	-0,79	-2,95	6,52
Titre 4	10,69	-0,53	4,93	12,05	19,24	17,69	-0,89	11,4	0,23	9,67
Dépenses en capital	29,33	-3,62	11,65	16,02	28,95	216,66	-17,79	51,87	6,19	35,83
Titre 5	7,55	-0,36	3,52	15,85	28,46	193,77	-10,65	46,9	11,17	36,19
<i>Part Etat</i>				15,85	28,46	14,4	32,57	42,59	18,1	
<i>Subvention</i>								46,89	-40,76	
<i>Prêt</i>								57,81	36,43	
Titre 6	63,5	-6,97	23,33	22,98	48,25	1010,33	-83,35	296,85	-84,51	12,92
Dépense globale	11,16	0,79	5,85	11,98	12,79	57,15	-7,38	30	1,91	15,99

Source : DGB/DESB/SS

Tableau 23: Evolution de la structure de la dépense globale de 2001 à 2010

En %

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses ordinaires	73,01	68,6	69,98	82,22	81,58	78,94	57,56	62,33	56	54,2
Titre 1	6,77	4,66	4,26	17,31	16,04	10,96	6,16	6,35	8,33	6,2
Titre 2	29,38	27,89	29,24	27,01	27,79	28,5	21,06	24,16	21,47	22,5
Titre 3	12,69	11,98	12,73	13,87	13,71	14,06	11,31	11,45	8,74	8,3
Titre 4	24,17	24,07	23,76	24,03	24,05	25,42	19,04	20,37	17,46	17,2
Dépenses en capital	26,99	31,4	30,02	17,78	18,42	21,06	42,44	37,67	44	45,8
Titre 5	16,48	15,95	15,76	17,37	17,97	20,47	38,26	36,92	41,71	45,5
<i>Part Etat</i>				17,37	17,97	20,47	14,9	21,33	23,39	27,1
<i>Subvention</i>				0	0	0	12,9	7,16	8,1	4,7
<i>Prêt</i>				0	0	0	10,46	8,42	10,22	13,7
Titre 6	10,5	15,45	14,26	0,41	0,45	0,59	4,17	0,75	2,29	0,3
Dépense globale	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : DGB/DESB/SS

Taux d'exécution par nature de dépenses

Tableau 24: Evolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires de 2001 à 2010

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dépenses ordinaires	91,00%	91,15%	98,17%	99,38%	98,18%	98,88%	98,46%	98,11%	95,84%	97,88%
Titre 1	115,38%	86,35%	110,38%	98,31%	101,15%	99,42%	97,33%	97,75%	86,89%	99,76%
Titre 2	100,46%	100,32%	100,00%	99,95%	99,95%	103,17%	99,57%	99,91%	99,94%	99,83%
Titre 3	94,23%	97,42%	88,77%	98,54%	99,29%	93,27%	96,15%	93,67%	91,70%	90,42%
Titre 4	76,36%	80,86%	99,60%	100,00%	93,83%	97,35%	99,01%	98,73%	97,91%	98,63%
Dépenses en capital	91,45%	93,82%	34,46%	25,06%	24,33%	25,87%	73,51%	63,82%	79,92%	84,23%
Titre 5	109,15%	98,92%	137,79%	24,66%	23,93%	25,56%	71,61%	63,56%	79,18%	84,35%
<i>Part Etat</i>				100,54%	94,54%	95,48%	94,21%	92,18%	95,04%	93,13%
<i>Subvention</i>				0,00%	0,00%	0,00%	79,29%	49,78%	64,24%	42,05%
<i>Prêt</i>				0,00%	0,00%	0,00%	49,01%	40,99%	66,12%	100,32%
Titre 6	72,90%	89,09%	18,84%	83,44%	75,06%	44,34%	97,14%	80,05%	96,13%	70,28%
Dépense globale	91,12%	91,97%	63,13%	65,07%	62,98%	62,01%	86,06%	81,60%	88,11%	91,11%

Source : DGB/DESB/SS

Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par section

Tableau 25: Évolution des consommations budgétaires des charges de la dette publiques par ministère de 2001 à 2003

En millions FCFA

Ministères et Institutions	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de l'Economie et des Finances	19 565,3	23 548,6	20 000,5	17 269,6	14 400,0	15 895,1
Total	19 565,3	23 548,6	20 000,5	17 269,6	14 400,0	15 895,1

Source : CID

Tableau 26: Évolution des consommations budgétaires des dépenses de personnel par ministère de 2001 à 2003

En millions FCFA

Ministères et Institutions	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Présidence du Faso	467,0	485,3	381,9	456,5	434,0	496,7
Sécrétariat Général du Gouvernement-CM	87,7	99,0	82,0	101,9	100,0	133,8
Premier Ministère	112,6	133,4	143,1	145,6	141,3	193,6
Parlement						
Conseil Economique et Social	56,9	56,5	64,9	61,4	64,3	65,1
Cour Suprême	210,7	209,2				
Min. chargé des Relations avec Parlement	41,7	48,1	41,1	47,0	43,6	55,4
Min. de l'Intégration Régionale	66,5	78,4	62,7	41,5		
Min. Administration Territoriale/Sécur.						
Min. Administration Territoriale/Decentralisation	1 756,7	1 550,6	1 725,6	1 933,4	1 772,5	1 941,9
Min. de la Justice & Promo Droits Homme	821,7	859,3	791,1	1 163,4		
Ministère de la Justice					1 141,5	1 231,0
Ministère de la Défense	20 840,0	20 845,8	22 228,3	22 234,6	23 390,2	23 398,9
Ministère des Affaires Etrangères	4 710,2	4 743,6	4 907,9	5 011,0		
Ministère Aff. Etrangères et Coop. Rég.					5 199,7	5 166,4
Ministère de la Sécurité	3 916,2	3 981,6	4 643,9	4 301,9	4 438,6	4 295,7
Ministère de l'Economie et des Finances	4 970,2	5 093,0	5 624,5	5 327,8		
Ministère des Finances et du Budget					5 308,4	5 522,7
Ministère de la Culture et des Arts	30,4	100,7	87,6	186,1		
Ministère Culture, Arts et Tourisme					196,6	298,8
Min. Travail, Emploi & Jeunesse					273,9	376,4
Min. Travail & Sécurité Sociale	219,9	189,8	205,1	222,9		
Min. Fonct Publ et Réforme Etat					391,0	382,7
Min. Fonct Publ et Dév Institutionnel	315,8	301,2	284,7	341,1		
Ministère de la Communication						
Ministère de l'Information	514,0	473,2	572,6	424,7	431,6	338,9
Ministère de la Promotion de la Femme	79,6	96,4	101,7	117,0	102,5	121,7
Ministère de la Jeunesse et des Sports	850,1	875,2	885,6	863,5		
Ministère des Sports et des Loisirs					893,7	818,6
Ministère de la Santé	7 971,4	8 368,8	9 250,5	9 275,3	10 697,4	10 298,6
Min.de l'Action Sociale et de la Famille						
Min.de l'Act ^o Sociale et Solidarité Nat.	1 050,9	1 182,5	1 200,6	1 234,1	1 491,9	1 403,2
Min. Enseignem.de Base & Alphabétisation	21 734,0	23 040,5	22 259,8	25 272,5	29 052,4	29 029,4
Min. Ens Second Supérieur & Rech Scient.	7 293,6	7 945,6	7 752,8	8 352,5	8 725,7	8 954,4
Min. du Commerce, Industrie-Artisanat						
Min. du Commerce,Promo Entr.et Artisanat	435,0	401,3	359,8	409,3	390,9	401,6
Ministère de l'Energie et des Mines						
Mini. des Mines, Carrières &Energie	83,0	106,5	99,7	118,3	108,6	135,0
Ministère de l'Agriculture	3 849,2	3 673,9	3 458,3	3 620,2		
Min. Agri.Hydrauliq.et Ress.Halieuatq.					3 730,1	4 027,1
Ministère des Ressources Animales	977,3	1 173,0	1 130,5	1 224,3	1 195,3	1 302,2
Ministère de l'Environnement et de l'Eau	1 483,8	1 507,5	1 512,1	1 462,2		

Ministères et Institutions	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère Environnement et Cadre de Vie					1 538,0	1 555,3
Min. Infrastructures,Habitat & Urbanisme	1 053,3	1 041,3	951,4	1 094,0		
Min. Infrastructures,Transport, Habitat					1 103,1	1 178,6
Mini.des Postes et Télécommunications			10,1	13,6	25,4	22,3
Ministère des Transports et du Tourisme	151,5	173,1	144,2	93,6		
Ministère d'Etat			19,6	6,2		
Ministère Economie et Développement					130,0	404,1
Ministère Promotion des Droits Humains					38,2	33,0
Grande Chancellerie	14,3	14,1	13,5	67,1	25,8	23,4
Conseil Supérieur de l'Information	10,3	9,5	19,3	23,7	28,1	34,2
Inspection Générale d'Etat	94,4	95,6	93,9	109,8	111,3	125,7
Délégation Générale à l'Informatique	93,9	82,6	74,6	80,9	73,2	88,9
Conseil Constitutionnel			71,9	206,0	91,7	144,7
Conseil d'Etat			55,1	0,0	76,9	91,7
Cour des Comptes			46,5	0,0	75,9	81,0
Cour de Cassation			55,8	0,0	95,1	113,1
Dépenses Communes Interministérielles	11 136,0	8 447,6	11 627,2	7 672,3	6 073,5	4 914,0
Total	97 500,0	97 483,7	103 041,4	103 317,1	109 201,8	109 199,9

Source : CID

Tableau 27: Évolution des consommations budgétaires des dépenses de matériel par ministère de 2001 à 2003

En millions FCFA

Ministères et Institutions	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Présidence du Faso	1 545,7	1 512,0	1 133,5	1 131,7	1 115,3	1 098,1
Sécrétariat Général du Gouvernement-CM	93,5	80,1	91,4	87,5	122,0	97,2
Premier Ministère	294,9	242,4	293,6	275,8	343,4	205,9
Conseil Economique et Social	246,9	238,2	237,4	235,3	274,5	244,2
Cour Suprême						
Min. chargé des Relations avec Parlement	63,8	52,4	69,1	61,4	72,6	67,0
Min. de l'Intégration Régionale	96,2	48,2	51,6	44,5		
Min. Administration Territoriale/Sécur.						
Min. Administration Territoriale/Décentr	584,6	494,1	512,4	487,7	392,7	392,7
Min. de la Justice & Promo Droits Homme	282,3	223,1	194,2	174,8		
Ministère de la Justice					255,6	255,6
Ministère de la Défense	4 411,3	4 323,6	4 323,7	4 323,6	5 196,2	5 176,2
Ministère des Affaires Etrangères	3 962,2	3 888,7	3 865,2	3 856,0		
Ministère Aff. Etrangères et Coop. Rég.					4 265,4	4 243,5
Ministère de la Sécurité	332,3	289,7	461,8	431,7	518,7	513,2
Ministère de l'Economie et des Finances	746,1	746,1	906,0	890,3		
Ministère des Finances et du Budget					646,0	619,7
Ministère de la Culture et des Arts	141,0	87,2	144,2	134,2	158,2	117,4
Min. Travail, Emploi & Jeunesse	0,0	0,0	0,0	0,0	148,6	129,4
Min. Emploi, Travail & Sécurité Sociale	112,4	71,9	105,5	98,8		
Min. Fonct Publ et Réforme Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	95,8	70,4

Annuaire Statistique Budgétaire 2010 de la DGB

Ministères et Institutions	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Min. Fonct Publ et Dév Institutionnel	143,2	109,4	108,3	106,8		
Ministère de la Communication						
Ministère de l'Information	138,0	102,5	370,5	365,1	250,6	250,4
Ministère de la Promotion de la Femme	79,4	61,1	78,5	74,6	59,7	51,8
Ministère de la Jeunesse et des Sports	496,9	464,2	414,8	408,1		
Ministère des Sports et des Loisirs					355,9	329,3
Ministère de la Santé	4 146,6	3 588,0	4 454,1	4 258,7	4 145,2	3 736,1
Min.de l'Action Sociale et de la Famille						
Min.de l'Action Sociale et de la Solidarité Nat	107,1	22,3	122,5	103,0	116,6	70,3
Min. Enseignem.de Base & Alphabétisation	2 931,6	2 549,2	3 198,6	2 897,5	2 983,8	2 956,8
Min. Ens Second Supérieur & Rech Scient.	716,8	615,2	713,5	683,9	637,3	614,5
Min. du Commerce, Industrie-Artisanat						
Min. du Commerce,Promo Entr et Artisanat	50,5	44,3	44,1	37,9	66,3	54,6
Ministère de l'Energie et des Mines						
Mini. des Mines, Carrières &Energie	43,7	32,3	43,4	39,4	34,1	28,4
Ministère de l'Agriculture	135,0	82,5	142,9	129,5		
Min. Agri.Hydrauliq.et Ress.Halieuatq.					314,5	218,6
Ministère des Ressources Animales	95,3	77,6	105,5	84,5	255,5	112,3
Ministère de l'Environnement et de l'Eau	170,7	69,8	127,9	90,9		
Ministère Environnement et Cadre de Vie					187,6	161,2
Min. Infrastructures,Habitat & Urbanisme	53,1	31,0	64,3	57,8		
Min. Infrastructures,Transport, Habitat					169,6	137,5
Mini.des Postes et Télécommunications	29,2	22,0	29,2	20,5	24,5	18,7
Ministère des Transports et du Tourisme	103,3	76,7	71,8	64,5		
Ministère d'Etat			15,9	1,9		
Ministère Economie et Développement			23,2	22,5	148,4	122,4
Ministère Promotion des Droits Humains			21,7	21,5	66,7	59,6
Grande Chancellerie	70,6	65,0	87,2	86,4	83,0	78,5
Conseil Supérieur de l'Information	69,6	61,7	69,9	69,9	88,5	87,3
Inspection Générale d'Etat	80,9	73,3	114,6	111,4	94,1	91,7
Délégation Générale à l'Informatique	53,4	23,7	38,7	25,2	38,2	31,4
Conseil Constitutionnel	103,5	83,6	141,1	127,3	122,5	91,7
Conseil d'Etat			30,5	30,5	64,0	28,8
Cour des Comptes			30,5	30,5	108,3	68,0
Cour de Cassation			30,5	30,5	66,0	37,4
Dépenses Communes Interministérielles	22 153,7	21 740,4	22 483,8	22 179,7	29 481,4	24 884,9
Total	44 884,9	42 293,3	45 566,8	44 393,3	53 567,1	47 552,4

Source : CID

Tableau 28:Évolution des consommations budgétaires des dépenses de transferts courants par ministère de 2001 à 2003

En millions FCFA

Ministères et Institutions	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Présidence du Faso	618,7		409,9		513,9	
Premier Ministère	593,6		1 739,5		1 839,6	
Parlement	6 897,0	200,0	6 277,0		5 296,7	
Conseil Economique et Social	3,0		1,0		1,0	
Cour Suprême	1,7					
Min. Administration Territoriale/Sécur.						
Min. Administration Territoriale/Décentr	936,6	8,8	902,0		940,6	
Min. de la Justice & Promo Droits Homme	92,3		163,2			
Ministère de la Justice					301,1	
Ministère de la Défense	500,0		425,2		460,0	
Ministère des Affaires Etrangères	211,2		205,9			
Ministère Aff. Etrangères et Coop. Rég.					281,3	
Ministère de la Sécurité	172,3		271,1		341,6	
Ministère de l'Economie et des Finances	1 588,4		1 184,9			
Ministère des Finances et du Budget					1 592,5	
Ministère de la Culture et des Arts	811,8	348,3	540,7	340,8	842,1	216,5
Min. Travail, Emploi & Jeunesse			0,0		874,0	
Min. Emploi, Travail & Sécurité Sociale	857,4		686,4			
Min. Fonct Publ et Réforme Etat					408,4	
Min. Fonct Publ et Dév Institutionnel	290,0		272,5			
Ministère de la Communication						
Ministère de l'Information	788,1		789,0		866,4	
Ministère de la Promotion de la Femme	21,6		10,6		49,5	
Ministère de la Jeunesse et des Sports	494,1		323,5			
Ministère des Sports et des Loisirs					364,0	
Ministère de la Santé	9 833,6	1,5	9 979,2		10 860,5	
Min.de l'Action Sociale et de la Famille	0,0					
Min.de l'Action Sociale et de la Solidarité Nat	631,6		624,7		791,9	
Min. Enseignem.de Base & Alphabétisation	2 061,4		2 296,1		3 357,6	
Min. Ens Second Supérieur & Rech Scient.	11 513,7		10 718,9		12 857,9	115,0
Min. du Commerce, Industrie-Artisanat						
Min. du Commerce,Promo Entr et Artisanat	903,2	213,0	840,4		914,5	
Ministère de l'Energie et des Mines						
Mini. des Mines, Carrières &Energie	783,3		805,6		814,4	
Ministère de l'Agriculture	574,7	1,4	634,9	191,8		
Min. Agri.Hydrauliq.et Ress.Halieutiq.					1 078,5	20,0
Ministère des Ressources Animales	294,9	50,8	181,6		257,9	
Ministère de l'Environnement et de l'Eau	842,1		494,7			
Ministère Environnement et Cadre de Vie					550,1	
Min. Infrastructures,Habitat & Urbanisme	131,5	15,5	92,8	31,3		
Min. Infrastructures,Transport, Habitat					314,3	
Ministère des Transports et du Tourisme	695,2		130,8			

Ministères et Institutions	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère Economie et Développement					385,5	99,9
Ministère Promotion des Droits Humains					35,9	
Conseil Supérieur de l'Information	71,5		73,7		73,7	
Inspection Générale d'Etat	1,5				0,0	
Délégation Générale à l'Informatique	30,0		30,9		30,9	
Conseil Constitutionnel			2,0		1,5	
Conseil d'Etat					1,5	
Cour des Comptes					1,5	
Cour de Cassation					1,5	
Commission Electorale Nle Indépendante			4 000,0		427,0	
Dépenses Communes Interministérielles	62 294,8	3 590,9	65 208,2	13 879,9	41 356,6	16 998,7
Total	105 540,8	4 430,2	110 317,0	14 443,7	89 086,1	17 450,1

Source : CID

Tableau 29: Évolution des consommations budgétaires relatives à l'amortissement de la dette publique par ministère de 2001 à 2003

En millions FCFA

	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Dotation	Exécution	Dotation
Ministère de l'Economie et des Finances	50 343,4	57 272,1	59 745,4	59 099,1	42 733,0	58 883,5
Total	50 343,4	57 272,1	59 745,4	59 099,1	42 733,0	58 883,5

Source : CID

Tableau 30: Évolution des consommations budgétaires relatives aux équipements, investissements et transferts en capital par ministère de 2001 à 2003

En millions FCFA

	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Présidence du Faso	2 137,7	1 452,5	1 496,3	1 431,3	1 535,5	1 419,6
Sécrétariat Général du Gouvernement-CM	109,9	5,1	23,3	13,8	54,5	47,7
Premier Ministère	959,9	168,0	61,4	55,3	2 677,4	144,5
Parlement	1 614,5	1 614,5	1 682,0	1 682,0	1 480,0	1 480,0
Conseil Economique et Social	173,8	54,6	16,1	12,6	114,5	0,9
Cour Suprême						
Min. chargé des Relations avec Parlement	37,7	26,7	26,5	25,3	10,9	10,7
Min. de l'Intégration Régionale	71,2	9,1	61,1	53,4		
Min. Administration Territoriale/Sécur.						
Min. Administration Territoriale/Decentralisation	366,0	286,1	342,6	321,8	727,3	296,7
Min. de la Justice & Promo Droits Homme	1 214,5	184,4	680,6	198,8		
Ministère de la Justice					474,7	51,3
Ministère de la Défense	1 329,0	1 329,0	3 152,9	2 589,7	3 332,9	2 780,3
Ministère des Affaires Etrangères	1 264,4	1 256,8	1 217,5	1 223,5		
Ministère Aff. Etrangères et Coop. Rég.					1 048,3	1 011,0
Ministère de la Sécurité	704,0	276,3	677,4	458,7	1 213,4	691,0
Ministère de l'Economie et des Finances	12 158,1	1 861,2	5 706,4	1 710,1		
Ministère des Finances et du Budget					1 706,2	1 510,1

Annuaire Statistique Budgétaire 2010 de la DGB

	2001		2002		2003	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de la Culture et des Arts	350,7	126,3	118,7	116,3		
Ministère Culture, Arts et Tourisme					348,2	217,5
Min. Travail, Emploi & Jeunesse					1 426,9	235,5
Min. Emploi, Travail & Sécurité Sociale	101,9	78,2	921,7	162,4		
Min. Fonct Publ et Réforme Etat					98,7	94,1
Min. Fonct Publ et Dév Institutionnel	291,9	15,9	52,7	42,6		
Ministère de la Communication						
Ministère de l'Information	417,8	289,9	304,7	290,8	1 015,5	848,4
Ministère de la Promotion de la Femme	1 005,9	38,0	80,6	80,6	246,1	55,5
Ministère de la Jeunesse et des Sports	281,1	71,4	137,0	118,7		
Ministère des Sports et des Loisirs					203,3	18,0
Ministère de la Santé	8 668,0	2 339,8	11 832,0	3 046,9	12 529,7	3 370,1
Min.de l'Action Sociale et de la Famille						
Min.de l'Act ^e Sociale et Solidarité Nat.	916,4	47,5	627,5	87,9	997,2	69,9
Min. Enseignem.de Base & Alphabétisation	12 486,5	2 285,1	25 890,6	4 625,7	32 447,8	1 352,4
Min. Ens Second Supérieur & Rech Scient.	13 014,9	2 909,3	12 225,3	3 170,0	13 384,2	3 191,0
Min. du Commerce, Industrie-Artisanat						
Min. du Commerce,Promo Entr.et Artisanat	392,7	38,6	172,9	143,1	453,9	
Ministère de l'Energie et des Mines						
Mini. des Mines, Carrières &Energie	5 950,0	131,2	7 288,7	175,2	11 333,3	77,8
Ministère de l'Agriculture	15 798,8	1 917,5	70 726,9	5 227,4		
Min. Agri.Hydrauliq.et Ress.Halieuatq.					79 361,9	6 747,0
Ministère des Ressources Animales	2 268,7	391,3	4 102,5	500,1	5 748,4	526,2
Ministère de l'Environnement et de l'Eau	27 840,3	2 411,7	7 376,3	219,5		
Ministère Environnement et Cadre de Vie					1 862,8	136,3
Min. Infrastructures,Habitat & Urbanisme	57 232,2	7 607,5	42 886,7	8 962,9		
Min. Infrastructures,Transport, Habitat					56 196,9	6 626,0
Mini.des Postes et Télécommunications			73,0	52,0	40,5	17,8
Ministère des Transports et du Tourisme	178,9	36,5	285,6	69,0		
Ministère d'Etat			18,4	16,6		
Ministère Economie et Développement			8 846,3	649,6	25 042,6	1 471,2
Ministère Promotion des Droits Humains					9,2	9,1
Grande Chancellerie	34,4	14,7	6,7	5,4	14,9	7,5
Conseil Supérieur de l'Information	37,7	29,1	47,6	47,6	38,3	38,3
Inspection Générale d'Etat	23,9	20,8	37,8	37,8	18,3	18,5
Délégation Générale à l'Informatique	116,2	64,2	29,7	16,8	21,4	0,6
Conseil Constitutionnel	8,8	0,7			22,3	15,9
Conseil d'Etat			50,0	50,0	26,2	4,3
Cour des Comptes			50,0	49,6	30,0	3,1
Cour de Cassation			50,0	50,0	11,5	6,1
Dépenses Communes Interministérielles	9 076,2	5 625,2	23 847,8	19 458,6	25 350,4	18 655,5
Total	178 634,5	35 014,5	233 231,9	57 249,6	282 656,1	53 257,5

Source : CID

Tableau 31: Évolution des consommations budgétaires relative à la charge de la dette et des dépenses en atténuation des recettes par ministère de 2004 à 2010

En millions FCFA

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de l'Economie et des Finances									53 003,8	51 987,4	102 100,0	88 668,7	66 752,9	66 694,9
Ministère des Finances et du Budget	78 830,0	77 501,4	79 000,0	80 099,5	61 830,6	61 802,6	55 718,9	54 466,0						
Dépenses Communes Interministérielles			500,0	315,1	500,0	163,9	500,0	254,0	500,0	314,8	500,0	479,1		397,8
Total	78 830,0	77 501,4	79 500,0	80 414,6	62 330,6	61 966,5	56 218,9	54 720,0	53 503,8	52 302,2	102 600,0	89 147,8	66 752,9	67 093

Source : CID

Tableau 32: Évolution des consommations budgétaires des dépenses de personnel par ministère de 2004 à 2010

En millions FCFA

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Présidence	459,4	475,9	451,9	450,2	462,0	476,8	449,5	601,5	544,3	641,2	634,1	795,8	751,2	1 004,4
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	101,5	104,6	84,9	83,4	157,9	163,9	155,7	158,0	170,7	264,0	166,9	190,5	196,0	240,1
Premier Ministère	197,0	202,2	256,2	255,5	317,1	328,5	312,8	325,4	300,0	256,8	353,6	378,2	345,3	383,7
Parlement														
Conseil Economique et Social	62,4	63,3	67,2	66,7	77,9	80,7	80,5	94,5	88,7	101,4	88,2	110,4	112,5	110,1
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	44,0	44,8	63,6	62,8	74,5	78,2	79,2	83,4	78,8	82,3	78,0	95,5	83,2	97,1
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	1 842,1	1 902,8	2 013,0	2 010,9	2 024,0	2 094,7	2 062,4	2 707,2	2 262,8	2 855,6	2 256,7	3 247,4	3 168,7	3 607,9
Ministère de la Justice	1 341,2	1 381,8	1 805,3	1 804,4	1 949,0	2 042,9	2 477,8	2 451,9	2 167,6	2 837,6	2 720,7	3 375,2	4 436,7	4 787,1
Ministère de la Défense	27 458,7	27 466,0	29 718,4	29 718,4	34 358,6	34 375,0	38 171,3	38 211,1	44 551,9	42 496,5	46 586,2	46 631,0	48 595,8	47 448,1
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	5 654,6	3 717,8	6 257,2	6 255,1	8 019,2	8 390,9	8 132,2	5 067,6	9 131,0	5 344,9	8 757,2	6 690,2	9 446,0	7 637,8
Ministère de la Sécurité	4 551,9	4 660,9	4 395,2	4 393,3	6 035,4	6 252,2	6 980,7	8 101,3	8 167,6	8 487,7	9 324,1	10 260,9	11 730,3	11 626,7

Annuaire Statistique Budgétaire 2010 de la DGB

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de l'Economie et des Finances									7 975,4	9 453,0	9 015,7	10 408,6	11 356,9	12 090,4
Ministère des Finances et du Budget	5 159,2	5 251,5	5 350,0	5 348,1	6 145,5	6 409,4	6 144,2	8 168,7						
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication									938,7	955,7	1 031,0	1 233,8	1 019,7	1 389,9
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	281,2	281,8	303,6	300,5	346,3	361,2	381,7	532,0						
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	376,7	390,3	431,4	428,9										
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale					383,0	401,8	266,9	574,1	360,8	542,8	358,2	476,2	499,5	566,9
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	402,3	369,4	393,5	388,5	367,7	382,2	536,8	487,1	510,0	572,7	651,0	805,1	1 268,7	1 011,4
Ministère de l'Information	343,8	344,5	417,6	416,3	366,2	382,7	361,1	557,9						
Ministère de la Promotion de la Femme	109,4	110,1	125,8	122,1	130,5	135,1	196,8	211,8	208,3	241,2	229,9	304,2	293,3	340,3
Ministère des Sports et des Loisirs	747,8	748,6	257,5	256,1	280,0	291,5	375,5	592,2	547,6	553,4	625,3	728,2	721,0	760,3
Ministère de la Santé	11 536,1	11 637,0	12 628,9	12 627,4	14 898,3	15 601,9	17 067,4	19 940,1	20 634,9	21 276,8	20 788,8	24 267,4	25 640,1	26 555,2
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	1 397,6	1 424,5	1 640,4	1 638,3	2 004,7	2 080,9	2 031,3	2 277,7	2 170,4	2 388,2	2 556,4	2 846,6	3 547,3	4 169,3
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	33 350,9	34 475,4	35 365,4	35 359,6	41 062,8	42 671,0	43 812,3	54 993,8	55 788,9	58 054,4	62 393,9	66 130,8	71 670,1	71 516,0
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	9 608,4	9 917,3	10 206,4	10 205,3	11 361,0	11 894,7	11 911,0	16 265,9	13 445,3	15 986,4	15 856,2	18 757,0	19 174,9	21 338,7
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	378,0	388,1	402,7	401,0	471,3	491,2	452,1	489,3	538,1	539,8	560,0	696,5	643,3	770,8
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	112,5	117,7	127,2	125,9	110,0	113,9	142,2	176,2	159,1	177,5	181,2	231,8	271,1	250,7
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	3 907,9	4 055,6	4 098,8	4 097,4	5 123,3	5 322,1	5 018,4	4 819,2	4 803,0	4 712,7	5 042,6	5 120,0	5 806,3	5 556,3
Ministère des Ressources Animales	1 239,7	1 279,4	1 092,5	1 091,8	1 315,3	1 368,7	1 762,5	1 722,4	1 578,4	1 760,1	1 648,9	1 968,3	2 271,0	2 201,3
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	1 179,2	1 214,6	1 377,7	1 375,5	1 299,1	1 352,7	1 245,3	2 038,2	2 120,2	2 159,4	2 123,3	2 405,9	2 645,0	2 618,7

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	1 024,2	1 062,2	1 243,4	1 241,5										
Ministère des Infrastructures et du désenclavement					1 420,7	1 483,8	902,2	1 438,5	912,1	1 089,3	925,6	1 029,8	1 081,0	1 084,1
Ministère des Postes et Télécommunications	21,4	22,4	35,3	34,8	35,4	36,7								
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication							102,8	100,0	126,5	99,6	112,9	157,4	122,1	148,1
Ministère des Transports							247,8	120,2	270,4	248,4	268,0	330,6	346,8	313,8
Ministère de l'Economie et du Développement	486,5	501,8	511,2	509,0	481,2	496,3	624,6	729,9						
Ministère de la Promotion des Droits Humains	50,3	51,3	57,3	56,0	88,6	91,5	113,0	120,0	108,7	130,4	120,0	204,6	233,0	282,6
Ministère de la jeunesse et de l'emploi							346,0	107,6	321,1	181,2	366,8	359,7	419,1	545,7
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme							431,1	12,3	396,2	229,3	433,1	462,9	416,8	463,1
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp														
Grande Chancellerie	23,3	23,7	23,9	23,7	27,7	28,7	27,7	30,7	30,0	30,5	29,3	29,4	31,4	30,9
Conseil Supérieur de l'Information	27,2	28,3	38,4	37,5	48,1	49,7								
Conseil Supérieur de la communication							52,6	57,9	61,4	69,7	60,8	82,5	79,0	95,9
Inspection Générale de l'Etat	118,1	122,3	133,7	132,7	126,5	130,9	137,0	160,1	186,1	148,9				
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat											184,5	207,6	199,8	217,5
Délégation Générale à l'Informatique	61,2	63,6	109,5	107,8	89,6	93,0					141,9	191,0		
Conseil Constitutionnel	123,7	130,9	129,1	128,1	118,0	123,1	140,9	161,7	142,2	187,5	165,2	235,8	189,4	226,7
Conseil d'Etat	86,5	88,9	107,3	106,6	119,9	125,0	142,8	158,4	159,4	215,4	207,4	227,0	169,9	243,1
Cour des Comptes	78,9	81,2	101,5	100,4	110,4	114,7	158,5	186,5	200,0	250,7	264,8	266,0	222,9	292,1
Cour de Cassation	113,5	115,3	160,1	159,2	194,8	203,8	200,3	243,8	261,5	321,2			284,8	350,9

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Commission Electorale Nationale Indépendante														
Dépenses Communes Interministérielles	6 938,1	6 623,9	17 417,2	17 411,6	14 236,5	14 667,1	33 704,5	11 863,7	16 578,2	12 881,6	32 570,3	17 811,1	16 380,3	13 067,5
Total	120 996,4	120 941,7	139 400,2	139 332,3	156 238,3	161 189,2	187 939,5	187 139,8	198 996,1	198 826,0	229 878,4	229 750,9	245 870,0	245 441,4

Source : CID

Tableau 33:Évolution des consommations budgétaires des dépenses de fonctionnement par ministère de 2004 à 2010

En millions FCFA

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Présidence	1 738,5	1 712,8	1 786,9	1 756,5	1 944,4	1 784,5	1 682,0	1 672,9	1 881,5	1 852,6	1 987,6	1 956,8	2 922,4	2 895,4
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	182,2	158,2	164,3	157,5	173,8	144,9	188,6	183,9	157,7	156,8	147,2	145,5	132,6	132,6
Premier Ministère	495,5	461,9	486,6	471,8	505,3	476,4	471,8	464,9	413,9	372,4	384,8	379,4	386,0	380,6
Parlement														
Conseil Economique et Social	247,2	247,2	247,2	247,2	298,8	298,8	268,8	263,5	560,0	560,0	401,9	401,9	406,6	406,6
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	66,6	66,0	110,1	101,9	105,7	71,1	109,6	99,7	113,2	110,9	113,3	112,5	156,4	156,4
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	584,1	566,6	746,3	740,8	724,9	640,0	1 283,8	1 223,6	1 285,0	1 233,3	1 089,6	1 004,9	1 327,9	1 032,7
Ministère de la Justice	339,1	316,0	266,8	262,1	338,9	178,9	683,1	657,0	940,5	799,2	1 085,1	945,0	980,5	859,3
Ministère de la Défense	4 084,4	4 083,8	4 468,6	4 467,3	5 161,1	5 160,8	5 016,6	5 016,6	4 371,2	4 371,2	4 356,9	4 356,9	3 925,1	3 925,1
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	4 423,9	4 389,8	6 079,2	6 031,2	6 569,8	6 396,0	7 397,5	7 209,2	7 370,9	7 275,2	7 600,4	7 629,2	9 261,5	6 774,5
Ministère de la Sécurité	1 037,1	1 027,0	1 313,3	1 309,5	3 127,3	2 886,0	3 064,1	3 050,0	4 098,6	4 030,1	2 907,9	2 769,8	3 967,3	3 767,5
Ministere de l'Economie et des Finances									2 264,9	1 834,5	1 748,4	2 298,5	1 792,2	1 748,5
Ministère des Finances et du Budget	1 475,7	1 451,8	1 210,5	1 192,7	2 341,1	1 493,5	1 890,3	1 704,0						
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication									718,0	609,7	378,5	369,1	358,9	355,7

Annuaire Statistique Budgétaire 2010 de la DGB

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	152,4	134,4	149,4	147,9	117,6	91,8	105,9	92,9						
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	128,5	101,3	139,5	134,5										
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale					164,0	135,3	124,6	90,8	299,6	279,1	241,6	136,5	217,6	162,9
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	142,1	128,0	153,5	152,0	429,9	407,9	457,1	446,2	635,0	586,0	1 010,8	972,4	1 323,3	1 183,8
Ministère de l'Information	688,5	676,5	742,9	740,3	942,2	736,4	695,9	671,9						
Ministère de la Promotion de la Femme	108,2	95,7	118,4	109,1	107,1	73,7	193,1	181,2	242,1	227,6	200,2	191,6	130,9	126,6
Ministère des Sports et des Loisirs	347,7	336,2	457,6	455,1	333,9	312,8	339,2	331,7	1 576,7	1 520,8	1 014,7	951,0	167,5	146,5
Ministère de la Santé	5 062,3	4 959,9	4 748,6	4 595,8	8 780,8	8 138,8	9 310,1	8 367,3	10 133,7	8 899,7	9 879,8	8 363,4	10 486,8	9 059,8
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	190,8	148,3	232,9	219,7	307,1	173,9	382,6	363,8	438,6	434,6	344,7	333,5	364,5	348,2
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	3 539,5	3 478,6	4 033,0	4 010,9	7 243,2	6 127,9	7 475,4	6 947,1	8 690,6	7 597,0	9 315,5	7 581,4	8 266,5	6 671,9
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	1 482,7	1 434,6	910,7	905,2	1 187,9	937,9	1 444,7	1 292,8	1 523,0	1 384,7	2 300,8	1 603,8	1 964,5	1 485,9
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	87,1	82,6	75,6	73,7	76,0	63,5	97,4	88,6	97,2	95,5	65,7	65,6	39,4	30,8
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	74,8	67,6	66,0	58,7	53,6	37,9	70,8	56,6	144,6	144,5	75,8	71,2	58,3	57,4
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	541,6	502,0	597,4	582,1	723,7	535,4	1 077,1	1 004,9	853,9	677,1	728,6	651,4	727,0	678,4
Ministère des Ressources Animales	303,6	246,1	230,8	220,3	274,9	185,2	359,3	317,0	440,8	409,7	331,1	286,2	302,7	249,1
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	331,4	280,0	245,4	234,9	273,2	202,5	451,7	368,0	430,6	418,5	353,3	270,8	480,7	463,1
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	742,2	720,6	714,9	707,3										
Ministère des Infrastructures et du désenclavement					529,2	332,4	454,2	316,6	434,3	422,4	813,9	658,4	469,2	342,4
Ministère des Postes et des Technologies	29,1	23,3	48,7	33,4	23,8	21,7								
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication							125,9	104,9	135,1	133,9	197,9	194,9	110,1	104,7
Ministère des Transports					106,7	20,9	366,0	359,9	162,5	137,1	266,0	151,6	62,9	18,5

Annuaire Statistique Budgétaire 2010 de la DGB

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de l'Economie et du Développement	264,7	176,7	251,3	229,8	346,7	297,8	405,5	324,3						-
Ministère de la Promotion des Droits Humains	90,3	83,0	131,9	129,2	128,6	114,0	143,6	124,6	172,8	172,3	411,6	398,0	117,7	117,6
Ministère de la jeunesse et de l'emploi					19,6	17,6	206,9	155,7	243,6	174,3	337,4	243,0	105,5	95,4
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme					56,7	24,5	171,5	140,3	157,9	137,6	112,9	96,6	64,7	60,2
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp									40,0	28,1	29,0	24,4		
Grande Chancellerie	100,1	93,1	171,2	166,3	234,4	188,4	215,7	200,6	183,5	182,0	215,8	201,5	222,3	213,2
Conseil Supérieur de l'Information	120,9	120,9	226,5	224,2	236,4	236,4								
Conseil Supérieur de la communication							294,3	292,7	230,1	230,1	132,6	132,6	156,4	156,4
Inspection Générale de l'Etat	139,7	138,8	107,2	105,9	122,8	107,7	197,5	194,0	152,8	152,0				
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat											326,5	317,7	350,2	314,9
Délégation Générale à l'Informatique	49,7	44,6	50,1	49,7	69,9	50,4								
Conseil Constitutionnel	182,5	167,5	323,9	317,2	292,1	195,1	214,8	189,4	204,9	179,4	151,5	141,3	251,8	125,7
Conseil d'Etat	145,3	108,2	70,9	67,2	122,8	87,8	196,9	168,7	155,4	154,1	140,1	129,7	151,8	112,7
Cour des Comptes	170,7	162,0	175,1	173,1	195,4	166,7	208,2	175,6	227,2	218,8	235,6	235,6	268,7	255,2
Cour de Cassation	72,7	59,8	97,3	94,7	111,3	94,5	144,4	125,6	144,8	129,4	100,5	92,1	170,3	67,7
Commission Electorale Nationale Indépendante														
Dépenses Communes Interministérielles	33 086,6	33 075,1	37 066,6	37 047,7	40 349,2	39 865,9	56 561,3	55 481,3	48 284,9	45 914,5	50 424,6	46 632,9	47 708,8	45 656,5
Total	63 049,7	62 126,5	69 216,7	68 724,5	85 251,6	79 513,7	104 548,0	100 520,3	100 611,7	94 247,1	101 960,0	93 498,8	100 357,5	90 740,5

Source : CID

Tableau 34:Évolution des consommations budgétaires des dépenses de transferts courants par ministère de 2004 à 2010*En millions FCFA*

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Présidence	496,1	496,1	574,2	573,4	518,2	518,2	685,9	685,6	684,5	684,5	633,6	633,6	693,9	596,7
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres														
Premier Ministère	1 743,0	1 743,0	2 470,0	2 219,9	2 085,3	2 073,0	993,0	992,1	1 140,0	1 140,0	1 362,4	1 362,4	1 589,0	1 589,0
Parlement	5 839,1	5 839,1	6 758,3	6 758,3	6 847,9	6 847,9	6 890,5	6 890,5	7 755,9	7 755,9	7 606,1	7 606,1	8 398,3	8 398,3
Conseil Economique et Social	1,0	1,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	4,0	4,0	4,0	4,0
Ministère chargé des Relations avec le Parlement														
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	951,7	951,7	1 181,9	1 151,6	1 151,0	1 124,4	7 107,3	7 105,8	7 175,4	7 175,4	7 529,0	7 493,8	8 329,9	8 216,8
Ministère de la Justice	218,9	218,9	413,6	289,3	391,7	315,1	371,5	370,2	430,3	429,1	509,7	445,1	349,1	349,0
Ministère de la Défense	723,0	723,0	832,4	832,4	973,9	969,2	801,9	801,9	680,9	680,9	807,2	807,2	905,6	905,6
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	425,5	425,5	699,7	695,7	1 116,0	1 115,0	645,2	569,9	612,2	505,8	490,4	430,7	651,0	618,3
Ministère de la Sécurité	384,5	384,5	649,2	644,7	2 566,7	2 008,3	2 014,8	2 006,4	2 173,6	2 053,8	2 776,4	2 630,3	3 573,3	3 510,5
Ministère de l'Economie et des Finances									3 532,0	3 518,2	4 342,1	4 087,6	5 029,5	4 943,2
Ministère des Finances et du Budget	1 370,3	1 370,3	2 587,5	2 049,0	3 450,8	2 970,0	2 731,9	2 731,7						
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication									3 196,3	3 196,0	2 643,9	2 641,2	3 232,4	3 231,7
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	1 134,1	1 134,1	1 500,2	1 426,9	1 659,4	1 601,5	1 699,1	1 698,1						
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	780,8	780,8	860,8	803,6										
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale					865,3	841,7	89,9	85,2	89,9	89,9	271,5	240,9	403,2	401,5
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	618,6	618,6	724,2	714,2	1 032,2	840,8	804,8	804,8	1 019,5	1 019,5	995,1	979,5	988,4	988,4

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de l'Information	804,5	804,5	1 060,5	1 029,3	1 155,9	1 151,6	1 199,4	1 198,9						
Ministère de la Promotion de la Femme	32,5	32,5	47,2	32,8	49,4	39,4	82,5	81,0	73,3	73,3	73,0	72,0	259,2	234,2
Ministère des Sports et des Loisirs	232,1	232,1	402,1	334,6	448,4	353,7	443,3	443,3	568,4	567,8	574,0	549,1	590,5	563,1
Ministère de la Santé	11 373,7	11 373,7	13 182,1	13 074,0	15 283,9	15 164,3	17 625,1	17 564,6	18 853,8	18 674,7	20 112,8	20 033,1	20 563,3	20 244,2
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	891,1	891,0	1 135,0	1 134,8	1 437,9	1 430,5	1 709,4	1 709,4	1 570,1	1 570,1	1 751,8	1 751,8	1 661,7	1 661,7
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	3 688,2	3 688,2	4 819,4	2 416,3	4 392,7	4 211,5	4 368,5	4 368,2	6 827,6	6 800,5	7 996,9	7 463,1	7 601,8	6 546,5
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	13 391,5	13 391,4	17 301,8	16 989,2	20 852,9	20 549,9	21 252,6	21 179,4	22 694,3	22 593,7	28 468,4	27 219,7	33 488,7	33 465,8
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	951,1	951,1	1 103,7	996,5	1 115,4	908,3	849,4	837,4	937,8	931,7	857,8	760,7	944,8	921,1
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	691,7	691,7	959,5	902,1	1 010,2	1 010,2	1 022,8	1 022,8	2 053,2	2 053,2	1 555,8	1 555,8	2 363,7	2 363,7
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	1 415,2	1 415,2	2 069,6	2 069,0	1 988,6	1 748,6	1 927,4	1 845,5	1 695,5	1 692,0	1 872,8	1 762,5	1 928,9	1 875,5
Ministère des Ressources Animales	215,3	215,2	385,7	279,1	362,0	270,0	343,7	333,8	365,8	365,2	369,6	346,6	306,6	305,4
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	470,5	470,2	745,6	731,2	722,9	704,7	688,3	678,4	711,0	705,8	680,9	679,9	564,3	542,8
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	280,0	280,0	357,2	202,4										
Ministère des Infrastructures et du désenclavement					236,7	178,4	187,7	185,2	160,9	160,3	506,4	422,1	306,4	276,9
Ministère des Postes et des Technologies														
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication							4 604,0	4 602,7	80,0	80,0	80,2	80,0	10,0	10,0
Ministère des Transports					112,1		289,8	261,7	259,5	255,4	261,5	216,0	191,3	150,7

Annuaire Statistique Budgétaire 2010 de la DGB

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de l'Economie et du Développement	153,6	153,6	420,8	338,1	1 236,0	956,6	992,1	991,6						
Ministère de la Promotion des Droits Humains	23,6	23,4	32,3	21,6	36,5	30,7	31,5	28,5	44,3	43,9	29,8	29,8	25,6	25,6
Ministère de la jeunesse et de l'emploi					259,9	228,7	1 781,9	1 770,5	1 845,4	1 842,1	1 639,4	1 623,5	1 715,6	1 529,2
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme					14,6		12,1	12,1	12,1	12,1	33,2	21,2	40,0	40,0
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp														
Grande Chancellerie														
Conseil Supérieur de l'Information	68,4	68,4	85,1	83,2	84,9	82,4								
Conseil Supérieur de la communication							142,9	138,9	152,4	152,4	118,0	118,0	159,1	159,1
Inspection Générale de l'Etat	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,2	5,5	4,8	3,7	3,7				
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat											4,4	4,4	4,4	4,4
Délégation Générale à l'Informatique	22,5	22,5	30,5	10,0	95,9	10,0								
Conseil Constitutionnel	1,5	1,5	1,6		1,5		1,4	nd	1,0	1,0	3,0	3,0	2,0	2,0
Conseil d'Etat			1,5		1,5		1,4	0,4	1,3	0,2	1,5		1,4	1,4
Cour des Comptes	1,0	1,0	5,1		4,0	2,0	4,8	4,1			4,8	4,8	4,9	4,9
Cour de Cassation	0,5	0,5	5,1	2,0	4,0	3,0	3,8	3,0	3,0	3,0	4,8	3,0	3,0	3,0
Commission Electorale Nationale Indépendante	369,8	369,4	3 761,3	3 757,3	4 239,5	4 235,5	7 179,5	7 179,4	226,4	226,4	243,8	239,8	202,6	202,6
Dépenses Communes Interministérielles	57 840,6	57 838,6	61 329,3	58 007,5	69 877,1	69 277,5	79 315,6	78 019,4	82 215,4	80 639,7	93 600,4	92 500,5	82 779,6	82 374,1
Total	107 607,0	107 603,8	128 498,5	120 574,5	147 687,2	143 776,8	170 905,0	169 210,1	169 849,6	167 700,3	190 816,5	186 822,9	189 866,9	187 260,9

Source : CID

Tableau 35: Évolution des consommations budgétaires des dépenses d'investissement par ministère de 2004 à 2010*En millions FCFA*

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Présidence	1 663,5	1 663,5	2 299,0	2 143,0	1 853,9	1 753,8	816,7	802,6	1 263,4	1 121,2	1 869,4	1 849,4	2 546,7	2 418,4
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	77,7	77,7	59,9		90,8	76,8			109,4	70,9		-	450,0	
Premier Ministère	137,8	137,8	638,4	612,3	766,0	754,3	450,0	450,0	678,8	678,8	1 564,6	1 564,6	4 719,8	4 719,8
Parlement	1 075,0	1 075,0	325,0	325,0	410,4	410,4	317,0	158,5	320,0	320,0	580,0	580,0	600,0	600,0
Conseil Economique et Social	129,7	129,7	86,4	86,4	718,8	718,8	977,3	977,3	189,5	189,5		-		
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	0,1	0,1									15,2	15,2		
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	151,1	150,9	550,0	273,1	1 647,9	1 566,9	2 690,0	2 546,1	10 659,1	10 282,1	7 741,0	7 539,7	12 207,3	11 867,5
Ministère de la Justice	648,0	647,7	855,1	593,1	1 066,6	913,8	842,6	679,9	484,5	448,6	2 273,4	1 799,8	1 968,5	1 563,3
Ministère de la Défense	2 434,8	2 434,8	3 573,3	3 573,3	3 356,0	3 356,0	9 888,9	9 888,9	8 880,5	8 878,6	10 782,4	10 782,4	10 735,8	10 735,8
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	569,7	569,7	911,0	911,0	1 345,4	1 343,7	988,0	826,0	1 201,6	1 042,9	925,5	925,5	2 447,0	2 300,8
Ministère de la Sécurité	88,8	88,8	391,7	250,3	1 373,2	1 295,8	3 287,5	3 213,7	2 878,4	2 306,3	3 783,8	3 423,4	4 581,1	2 906,7
Ministere de l'Economie et des Finances									8 895,7	8 437,4	14 189,1	13 837,8	19 501,4	19 181,5
Ministère des Finances et du Budget	1 258,2	1 258,1	1 709,6	1 590,3	3 628,3	3 430,0	2 689,8	2 595,0				-		
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication									1 258,8	883,6	3 511,9	3 276,0	2 910,3	2 391,9
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	337,0	337,0	323,6	201,0	354,4	309,0	293,6	293,6				-		
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	192,4	192,4	60,0	60,0								-		
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale					168,2	158,2	30,0	30,0				-	375,6	375,6
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	43,6	43,5	46,4	46,4	429,3	408,0	243,8	213,0	509,1	433,1	85,7	85,7	160,1	160,0
Ministère de l'Information	73,7	73,7	200,3	56,6	386,0	275,7	844,7	844,7				-		
Ministère de la Promotion de la Femme	17,9	17,9	15,0	12,0	10,7	10,7	162,7	151,7	276,5	228,9	127,7	126,9	160,0	159,9
Ministère des Sports et des Loisirs	59,1	59,1	84,5		234,7	199,3	108,6	107,7	26,3		1 491,1	1 087,8	532,9	60,0

Annuaire Statistique Budgétaire 2010 de la DGB

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de la Santé	4 236,3	4 236,3	5 236,2	4 909,2	7 278,0	7 228,0	11 655,8	11 060,4	10 266,5	8 766,8	12 135,8	12 009,1	20 630,1	18 616,3
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	62,0	61,5	148,7	147,3	525,6	525,6	882,7	873,5	1 539,2	1 515,0	658,0	640,8	1 640,3	882,0
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	4 013,5	4 172,5	2 398,6	2 179,3	6 303,7	6 270,4	9 088,7	8 563,3	9 638,8	9 477,4	9 003,0	8 476,4	22 972,2	22 215,9
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	2 318,8	2 318,6	1 894,0	1 599,6	1 748,5	1 746,8	4 358,3	3 905,0	5 123,5	4 380,4	4 234,2	4 176,2	10 547,7	7 735,9
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	100,0	100,0	99,8	54,4	212,2	147,8	240,7	183,8	481,9	389,4	100,0	100,0	4 474,4	4 465,1
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	122,3	122,0	190,0	184,5	534,6	513,0	214,9	214,5	10 847,0	10 842,3	674,2	644,0	754,2	690,4
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	6 520,1	6 519,2	6 478,6	6 279,8	10 312,5	9 874,9	11 670,1	10 431,7	19 647,9	18 187,5	19 666,3	18 930,4	33 964,8	30 609,7
Ministère des Ressources Animales	374,3	374,3	599,8	344,7	712,8	619,3	899,1	859,6	1 798,1	1 681,0	1 810,3	1 810,3	2 331,6	2 315,4
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	350,3	350,3	1 094,6	1 029,0	524,0	444,1	744,6	741,8	1 327,8	1 284,3	1 519,9	1 212,8	737,4	604,6
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	6 752,2	6 750,6	11 392,1	10 872,1								-		
Ministère des Infrastructures et du désenclavement					17 144,3	14 539,7	32 758,5	32 656,0	27 699,2	27 058,8	41 380,0	39 430,0	32 812,8	32 051,3
Ministère des Postes et des Technologies	4,2	4,2	2,7	2,4								-		
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication							1 805,4	1 530,8	1 227,1	1 038,2	1 492,5	1 421,6	1 002,9	796,0
Ministère des Transports					261,5		1 235,4	1 127,1	439,1	388,0	2 311,0	2 205,9	245,3	130,2
Ministère de l'Economie et du Développement	1 196,0	1 196,0	1 657,5	1 544,7	2 755,6	2 493,5	1 729,7	1 449,6				-		
Ministère de la Promotion des Droits Humains	1,6	1,6	4,9						6,3	6,3		-		
Ministère de la jeunesse et de l'emploi					87,5	87,5	1 572,8	948,4	2 299,9	2 159,3	2 188,6	2 173,9	2 770,5	1 520,1
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme					141,4		133,6	67,2	1 676,3	1 618,7	4 838,7	4 264,3	4 643,4	4 221,2
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp											100,0	100,0		
Grande Chancellerie									119,6		181,2	181,2	558,9	558,8
Conseil Supérieur de l'Information	30,2	29,5	3,4	3,4	62,3	62,3						-		
Conseil Supérieur de la communication							304,0	204,0	379,4	379,4	409,0	409,0	233,0	233,0

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Inspection Générale de l'Etat	5,6	5,6			21,3		37,1	18,6				-		
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat												-		
Délégation Générale à l'Informatique			0,0		455,2	455,1						-		
Conseil Constitutionnel	110,0	110,0	280,0	280,0	45,0	45,0	26,0		9,4			-		
Conseil d'Etat					100,0	80,0	148,0	140,7	128,8	128,8		-		
Cour des Comptes			58,5	26,1	51,0	51,0			62,6	62,6	56,4	56,4	25,3	25,3
Cour de Cassation	19,7	19,7	33,0	32,0	253,2	117,3	33,7	18,4	76,3	9,7		-		
Commission Electorale Nationale Indépendante												-		
Transferts Ressources Collectivités T.												-	5 385,0	5 385,0
Dépenses Communes Interministérielles	42 187,5	42 449,5	51 610,8	49 887,3	53 867,4	53 474,6	36 393,1	33 652,8	58 017,8	50 860,4	111 697,1	105 188,8	107 787,1	103 125,1
Total	77 363,0	77 778,8	95 312,5	90 109,8	121 238,1	115 757,3	140 563,4	132 425,9	190 444,1	175 556,4	263 397,0	250 325,1	317 413,3	295 622,8

Source : CID

Tableau 36: Évolution des consommations budgétaires des dépenses de transferts en capital par ministère de 2004 à 2010

En millions FCFA

Ministères et Institutions	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Dépenses Communes Interministérielles	2 194,4	1 831,0	3 000,0	2 251,9	7 530,0	3 338,5	38 158,0	37 068,1	7 710,0	6 172,2	25 481,0	24 494,2	5 400,0	3 795,4
Total	2 194,4	1 831,0	3 000,0	2 251,9	7 530,0	3 338,5	38 158,0	37 068,1	7 710,0	6 172,2	25 481,0	24 494,2	5 400,0	3 795,4

Source : CID

III.3. Tableaux récapitulatifs de l'évolution du Budget de l'Etat

Tableau 37: Evolution des charges et des ressources de l'Etat de 2001 à 2010

En millions de F CFA

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes totales	311 377	386 335	453 319	426 439	465 624	503 793	674 767	667 917	793 228	881 539
Recettes ordinaires	227 645	271 775	304 233	333 877	364 547	385 042	557 263	484 059	523 441	647 545
Recettes fiscales	202 516	237 347	261 733	297 851	331 009	351 346	373 025	439 648	445 214	524 903
Recettes non fiscales	19 020	30 454	37 484	26 118	28 985	31 208	36 359	38 036	45 401	111 026
Recettes en capital	6 109	3 974	5 015	9 908	4 554	2 488	147 879	6 376	32 826	11 617
Recettes extraordinaires	83 733	114 561	149 087	92 562	101 077	118 751	117 504	183 858	269 787	233 994
Dons	61 368	112 774	89 649	92 562	101 077	59 140	95 627	91 401	139 077	148 148
Emprunts	22 365	1 787	59 438	0	0	59 611	21 877	92 457	130 710	85 846
Dépenses totales	333 370	370 587	373 519	447 784	501 407	565 542	888 723	823 107	1 070 079	1 090 545
Dépenses ordinaires	243 407	254 238	261 378	368 174	409 046	446 446	511 590	513 076	599 220	590 535
Titre 1	22 575	17 270	15 895	77 501	80 415	61 967	54 720	52 302	89 148	67 093
Titre 2	97 950	103 369	109 200	120 942	139 332	161 189	187 140	198 826	229 751	245 441
Titre 3	42 293	44 393	47 552	62 126	68 725	79 514	100 520	94 247	93 499	90 740
Titre 4	80 589	89 206	88 731	107 604	120 575	143 777	169 210	167 700	186 823	187 261
Dépenses en capital	89 963	116 349	112 141	79 610	92 362	119 096	377 133	310 032	470 858	500 010
Titre 5	54 948	59 099	58 883	77 779	90 110	115 757	340 065	303 860	446 364	496 215
Part Etat				77 779	90 110	115 757	132 426	175 556	250 325	295 623
Subvention				0	0	0	114 673	58 974	86 629	51 320
Prêt				0	0	0	92 965	69 329	109 410	149 271
Titre 6	35 014	57 250	53 257	1 831	2 252	3 338	37 068	6 172	24 494	3 795
Epargne budgétaire	-15 763	17 537	42 854	-34 297	-44 499	-61 404	45 673	-29 017	-75 780	57 010
Capacité de financement	-21 992	15 749	79 800	-21 345	-35 783	-61 749	-213 956	-155 190	-276 851	-209 006

Source : DOC, lois de règlement et CID

Tableau 38: Evolution des charges et des ressources de l'Etat de 2000 à 2010 en pourcentage du PIB

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes totales	14,99	17,29	18,55	16,68	16,16	15,88	20,75	21,58	20,12	26,51
Recettes ordinaires	10,96	12,16	12,45	13,06	12,65	12,13	17,14	13,12	15,13	17,17
Recettes fiscales	9,75	10,62	10,71	11,65	11,49	11,07	11,47	11,92	12,32	14,09
Recettes non fiscales	0,92	1,36	1,53	1,02	1,01	0,98	1,12	1,03	2,03	2,78
Recettes en capital	0,29	0,18	0,21	0,39	0,16	0,08	4,55	0,17	0,78	0,31
Recettes extraordinaires	4,03	5,13	6,1	3,62	3,51	3,74	3,61	8,46	4,99	9,34
Dons	2,95	5,05	3,67	3,62	3,51	1,86	2,94	4,08	2,21	5,25
Emprunts	1,08	0,08	2,43	0	0	1,88	0,67	4,38	2,78	4,08
Dépenses totales	16,05	16,59	15,28	17,52	17,4	17,82	27,33	22,31	27,16	31,74
Dépenses ordinaires	11,72	11,38	10,69	14,4	14,2	14,07	15,73	13,91	15,09	14,85
Titre 1	1,09	0,77	0,65	3,03	2,79	1,95	1,68	1,42	2,26	1,61
Titre 2	4,71	4,63	4,47	4,73	4,84	5,08	5,75	5,39	5,65	6,24

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Titre 3	2,04	1,99	1,95	2,43	2,39	2,51	3,09	2,55	2,42	2,27
Titre 4	3,88	3,99	3,63	4,21	4,18	4,53	5,2	4,55	4,76	4,73
Dépenses en capital	4,33	5,21	4,59	3,11	3,21	3,75	11,6	8,4	12,07	16,89
Titre 5	2,64	2,65	2,41	3,04	3,13	3,65	10,46	8,24	11,43	16,79
Part Etat				3,04	3,13	3,65	4,07	4,76	6,43	7,45
Subvention				0	0	0	3,53	1,6	2,21	5,25
Prêt				0	0	0	2,86	1,88	2,78	4,08
Titre 6				0,07	0,08	0,11	1,14	0,17	0,65	0,1
Epargne budgétaire	-0,76	0,78	1,75	-1,34	-1,54	-1,94	1,4	-0,79	0,04	2,32
Capacité de financement	-1,06	0,7	3,26	-0,84	-1,24	-1,95	-6,58	-0,73	-7,04	-5,23
PIB (en millions)	2 077 600	2 234 300	2 444 300	2 556 100	2 881 400	3 173 300	3 251 900	3 689 600	3 932 400	3 932 400

Source : DGB/DESB/SS et DGEP

Tableau 39: Situation des appuis financiers de l'Etat aux structures intervenants dans le processus de la décentralisation 2007-2009 (avec les prévisions de 2010)

En FCFA

RUBRIQUES	2007	2008	2009		2010
	Exécutions	Exécutions	prévisions	Exécutions	Prévisions
DOTATIONS GLOBALES	6 849 873 000	6 850 000 000	6 819 991 000	6 650 000 000	6 819 991 000
DOTATIONS GLOBALES FONCTIONNEMENT	1 240 229 513	1 529 471 076	1 529 471 076	1 529 471 076	1 529 471 076
DOTATIONS GLOBALES INVESTISSEMENTS	5 116 979 192	5 120 528 924	5 120 528 924	5 120 528 924	5 120 528 924
DOTATIONS CTI ET CTR	0	100 000 000	100 000 000		100 000 000
DOTATION DE RESERVE	492 664 295	100 000 000	69 991 000		69 991 000
TRANSFERTS AUX STRUCTURES	77 500 000	224 664 500	253 500 000	152 250 000	443 500 000
CNJ	3 500 000	3 500 000	3 500 000		3 500 000
CTI	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
CONAD	0	15 464 500	31 000 000	31 000 000	50 000 000
CONAFIL	0	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
AMBF	30 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
ARBF		15 000 000	15 000 000		15 000 000
FPDCT		90 700 000	85 000 000	21 250 000	270 000 000
CONACOD	4 000 000	0	4 000 000		5 000 000
CNSE		0	15 000 000		0
APPUI A LA CONSTRUCTION DE SIEGES DE COLLECTIVITES TERRITORIALES	0	3 144 982 430	1 000 000 000		790 460 000

Annuaire Statistique Budgétaire 2010 de la DGB

RUBRIQUES	2007	2008	2009		2010
	Exécutions	Exécutions	prévisions	Exécutions	Prévisions
RESSOURCES LIEES AUX COMPETENCES TRANSFEREES	0	0	4 051 381 426	0	8 262 691 910
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			3 851 381 426		3 763 003 910
APPROVISIONEMENT EN EAU POTABLE			200 000 000		804 000 000
SANTE					3 695 688 000
SUBVENTION TPP	2 341 841 396	2 597 351 459	2 590 723 049	0	2 590 723 049
BUDGET COMMUNES URBAINES	777 567 150	925 615 935	925 615 935		925 615 935
SIEGES DE MAIRIE	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000
REGIE D'AVANCES MATD	564 274 246	671 735 524	665 107 114		665 107 114
REMUNERATION EX AGENTS DES PROVINCES			310 000 000		305 219 000
FPDCT (CONTRAT DE VILLE)		5 000 000 000	5 000 000 000	1 250 000 000	5 000 000 000
TOTAL GENERAL	9 269 214 396	17 816 998 389	20 025 595 475	8 052 250 000	24 212 584 959

Source : DGB/DACT

ANNEXES

Tableau 40: Situation d'exécution budgétaire par titre en fin d'exercice 2010 (y compris journée complémentaire)

En millions de F CFA

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Dépenses ordinaires	603 347	594 551	98,54	593 852	98,43	590 535	97,88
Titre 1	67 253	67 093	99,76	67 093	99,76	67 093	99,76
Titre 2	245 870	245 574	99,88	246 464	100,24	245 441	99,83
Titre 3	100 357	94 428	94,09	93 034	92,70	90 740	90,42
Titre 4	189 867	187 456	98,73	187 261	98,63	187 261	98,63
Dépenses en capital	322 813	300 951	93,23	299 464	92,77	299 418	92,75
Titre 5	317 413	297 155	93,62	295 669	93,15	295 623	93,13
Titre 6	5 400	3 795	70,28	3 795	70,28	3 795	70,28
TOTAL	926 161	895 501	96,69	893 316	96,45	889 954	96,09

Source : DGB

Tableau 41: Situation des consommations des secteurs sociaux- y compris la journée complémentaire - exercice 2010

En millions de F CFA

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Minist. Travail et Sécurité Sociale	1 496	1 507	100,72	1 507	100,74	1 507	100,74
Dépenses de personnel	499	567	113,45	567	113,50	567	113,50
Dépenses de fonctionnement	218	163	74,84	163	74,84	163	74,84
Dépenses de transfert courant	403	402	99,59	402	99,59	402	99,59
Dépenses d'investissement	376	376	100,00	376	100,00	376	100,00
Minis Promotion de la Femme	843	860	101,95	861	102,09	861	102,09
Dépenses de personnel	293	339	115,53	340	116,03	340	116,03
Dépenses de fonctionnement	131	127	96,89	127	96,70	127	96,70
Dépenses de transfert courant	259	234	90,35	234	90,35	234	90,35
Dépenses d'investissement	160	160	99,97	160	99,97	160	99,97
Ministère de la Santé	77 320	75 152	97,20	74 476	96,32	74 476	96,32
Dépenses de personnel	25 640	26 555	103,57	26 555	103,57	26 555	103,57
Dépenses de fonctionnement	10 487	9 720	92,69	9 060	86,39	9 060	86,39
Dépenses de transfert courant	20 563	20 260	98,53	20 244	98,45	20 244	98,45
Dépenses d'investissement	20 630	18 616	90,24	18 616	90,24	18 616	90,24
Min Action Sociale et Solidarité Nationale	7 214	7 064	97,92	7 061	97,89	7 061	97,89
Dépenses de personnel	3 547	4 164	117,40	4 169	117,53	4 169	117,53
Dépenses de fonctionnement	364	356	97,56	348	95,54	348	95,54
Dépenses de transfert courant	1 662	1 662	100,00	1 662	100,00	1 662	100,00

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Dépenses d'investissement	1 640	882	53,77	882	53,77	882	53,77
Min des Enseign de base et Alphabétisation	110 511	107 380	97,17	106 950	96,78	106 950	96,78
Dépenses de personnel	71 670	71 414	99,64	71 516	99,78	71 516	99,78
Dépenses de fonctionnement	8 267	6 931	83,85	6 672	80,71	6 672	80,71
Dépenses de transfert courant	7 602	6 725	88,47	6 546	86,12	6 546	86,12
Dépenses d'investissement	22 972	22 309	97,11	22 216	96,71	22 216	96,71
Min Agri., Hydrauliq et Rss. Halieutiq	42 427	38 783	91,41	38 720	91,26	38 720	91,26
Dépenses de personnel	5 806	5 546	95,53	5 556	95,69	5 556	95,69
Dépenses de fonctionnement	727	709	97,52	678	93,32	678	93,32
Dépenses de transfert courant	1 929	1 876	97,23	1 876	97,23	1 876	97,23
Dépenses d'investissement	33 965	30 652	90,25	30 610	90,12	30 610	90,12
Ministère Ressources Animales	5 212	5 072	97,32	5 071	97,30	5 071	97,30
Dépenses de personnel	2 271	2 188	96,35	2 201	96,93	2 201	96,93
Dépenses de fonctionnement	303	263	86,97	249	82,29	249	82,29
Dépenses de transfert courant	307	305	99,61	305	99,61	305	99,61
Dépenses d'investissement	2 332	2 315	99,31	2 315	99,31	2 315	99,31
Min Environnement et Cadre de Vie	4 427	4 156	93,88	4 229	95,53	4 229	95,53
Dépenses de personnel	2 645	2 543	96,13	2 619	99,01	2 619	99,01
Dépenses de fonctionnement	481	466	96,99	463	96,35	463	96,35
Dépenses de transfert courant	564	543	96,20	543	96,20	543	96,20
Dépenses d'investissement	737	605	81,99	605	81,99	605	81,99
Ministère Jeunesse et Emploi	5 011	3 664	73,13	3 690	73,65	3 690	73,65
Dépenses de personnel	419	514	122,70	546	130,22	546	130,22
Dépenses de fonctionnement	105	101	95,61	95	90,50	95	90,50
Dépenses de transfert courant	1 716	1 529	89,13	1 529	89,13	1 529	89,13
Dépenses d'investissement	2 770	1 520	54,87	1 520	54,87	1 520	54,87
Min Infrastructures et Désenclavement	1 871	1 799	96,16	1 700	90,86	1 656	88,55
Dépenses de personnel	71	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	7	7	96,44	5	75,09	5	75,09
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	1 792	1 792	99,99	1 695	94,55	1 651	92,13
Minist. Culture, Tourisme et Communication	133	24	18,29	24	18,29	24	18,29
Dépenses de personnel	108	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	24	24	100,00	24	100,00	24	100,00
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Ministère de la Justice	2 332	1 946	83,48	1 820	78,08	1 820	78,08

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Dépenses de personnel	41	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	301	288	95,70	236	78,38	236	78,38
Dépenses de transfert courant	21	21	100,00	21	100,00	21	100,00
Dépenses d'investissement	1 968	1 637	83,17	1 563	79,42	1 563	79,42
Ministère de l'Economie et des Finances	304	304	99,95	304	99,95	304	99,95
Charge de la dette dépenses en atténuation des recettes	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	304	304	99,95	304	99,95	304	99,95
Min Mines, Carrières et Energie	1 243	1 243	100,00	1 243	100,00	1 243	100,00
Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de transfert courant	1 243	1 243	100,00	1 243	100,00	1 243	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses Communes Interministérielles	-	-	-	-	-	-	-
Charge. dette dép. en atténa. des recettes	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Transfert en capital	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	260 343	248 955	95,63	247 657	95,13	247 614	95,11

Source : DGB

Tableau 42: Situation des consommations budgétaires 2010 des secteurs prioritaires

En millions de F CFA

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Ministère de l'Economie et des Finances	37 680	37 933	100,67	37 969	100,77	37 964	100,75
Dépenses de personnel	11 357	12 052	106,12	12 090	106,46	12 090	106,46
Dépenses de fonctionnement	1 792	1 757	98,01	1 754	97,87	1 748	97,56
Dépenses de transfert courant	5 029	4 943	98,28	4 943	98,28	4 943	98,28
Dépenses d'investissement	19 501	19 182	98,36	19 182	98,36	19 182	98,36
Ministère de la Santé	77 320	75 152	97,20	74 476	96,32	74 476	96,32
Dépenses de personnel	25 640	26 555	103,57	26 555	103,57	26 555	103,57
Dépenses de fonctionnement	10 487	9 720	92,69	9 060	86,39	9 060	86,39
Dépenses de transfert courant	20 563	20 260	98,53	20 244	98,45	20 244	98,45

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Dépenses d'investissement	20 630	18 616	90,24	18 616	90,24	18 616	90,24
Min des Enseign de base et Alphabétisation	110 511	107 380	97,17	106 950	96,78	106 950	96,78
Dépenses de personnel	71 670	71 414	99,64	71 516	99,78	71 516	99,78
Dépenses de fonctionnement	8 267	6 931	83,85	6 672	80,71	6 672	80,71
Dépenses de transfert courant	7 602	6 725	88,47	6 546	86,12	6 546	86,12
Dépenses d'investissement	22 972	22 309	97,11	22 216	96,71	22 216	96,71
TOTAL	225 511	220 465	97,76	219 395	97,29	219 389	97,29

Source : DGB

Tableau 43: Situation d'exécution budgétaire 2010 par ministère ou institution et par grande nature de dépenses

En millions de F CFA

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Présidence du Faso	6 914	6 609	95,59	6 915	100,01	6 915	100,01
Dépenses de personnel	751	698	92,99	1 004	133,72	1 004	133,72
Dépenses de fonctionnement	2 922	2 895	99,08	2 895	99,08	2 895	99,08
Dépenses de transfert courant	694	597	85,99	597	85,99	597	85,99
Dépenses d'investissement	2 547	2 418	94,96	2 418	94,96	2 418	94,96
SGG-CM	779	820	105,31	373	47,87	373	47,87
Dépenses de personnel	196	237	121,11	240	122,50	240	122,50
Dépenses de fonctionnement	133	133	100,00	133	100,00	133	100,00
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	450	450	100,00	-	-	-	-
Premier Ministère	7 040	7 065	100,35	7 073	100,47	7 073	100,47
Dépenses de personnel	345	375	108,60	384	111,12	384	111,12
Dépenses de fonctionnement	386	381	98,65	381	98,59	381	98,59
Dépenses de transfert courant	1 589	1 589	100,00	1 589	100,00	1 589	100,00
Dépenses d'investissement	4 720	4 720	100,00	4 720	100,00	4 720	100,00
Assemblée Nationale	8 998	8 998	100,00	8 998	100,00	8 998	100,00
Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de transfert courant	8 398	8 398	100,00	8 398	100,00	8 398	100,00
Dépenses d'investissement	600	600	100,00	600	100,00	600	100,00
Conseil Economique et Social	523	520	99,48	521	99,55	521	99,55
Dépenses de personnel	112	110	97,60	110	97,89	110	97,89
Dépenses de fonctionnement	407	407	100,00	407	100,00	407	100,00
Dépenses de transfert courant	4	4	100,00	4	100,00	4	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Minist. des Relations avec Parlement	240	250	104,22	254	105,83	254	105,83
Dépenses de personnel	83	93	112,17	97	116,79	97	116,79
Dépenses de fonctionnement	156	156	100,00	156	100,00	156	100,00
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-	-	-	-
Min Administr Territoriale et Décentralisé°	25 034	24 459	97,70	24 735	98,81	24 725	98,77
Dépenses de personnel	3 169	3 239	102,22	3 617	114,16	3 608	113,86
Dépenses de fonctionnement	1 328	1 136	85,53	1 033	77,80	1 033	77,77
Dépenses de transfert courant	8 330	8 217	98,64	8 217	98,64	8 217	98,64
Dépenses d'investissement	12 207	11 867	97,22	11 867	97,22	11 867	97,22
Ministère de la Justice	7 735	7 643	98,82	7 559	97,72	7 559	97,72
Dépenses de personnel	4 437	4 785	107,84	4 787	107,90	4 787	107,90
Dépenses de fonctionnement	981	873	88,99	859	87,63	859	87,63
Dépenses de transfert courant	349	349	100,00	349	100,00	349	100,00
Dépenses d'investissement	1 968	1 637	83,17	1 563	79,42	1 563	79,42
Ministère de la Défense	64 162	64 162	100,00	64 228	100,10	63 015	98,21
Dépenses de personnel	48 596	48 596	100,00	48 662	100,14	47 448	97,64
Dépenses de fonctionnement	3 925	3 925	100,00	3 925	100,00	3 925	100,00
Dépenses de transfert courant	906	906	100,00	906	100,00	906	100,00
Dépenses d'investissement	10 736	10 736	100,00	10 736	100,00	10 736	100,00
Minist. Aff. Etrangères et Coop Région	21 806	19 983	91,64	19 417	89,04	17 331	79,48
Dépenses de personnel	9 446	7 857	83,18	7 437	78,73	7 638	80,86
Dépenses de fonctionnement	9 261	9 061	97,83	9 061	97,83	6 775	73,15
Dépenses de transfert courant	651	618	94,97	618	94,97	618	94,97
Dépenses d'investissement	2 447	2 447	100,00	2 301	94,03	2 301	94,03
Ministère de la Sécurité	23 852	21 811	91,44	21 811	91,45	21 811	91,45
Dépenses de personnel	11 730	11 617	99,04	11 627	99,12	11 627	99,12
Dépenses de fonctionnement	3 967	3 775	95,15	3 768	94,97	3 768	94,97
Dépenses de transfert courant	3 573	3 511	98,24	3 511	98,24	3 511	98,24
Dépenses d'investissement	4 581	2 908	63,49	2 907	63,45	2 907	63,45
Ministère de l'Economie et des Finances	104 433	104 628	100,19	104 664	100,22	104 658	100,22
Charge de la dette dépenses en atténuation des recettes	66 753	66 695	99,91	66 695	99,91	66 695	99,91
Dépenses de personnel	11 357	12 052	106,12	12 090	106,46	12 090	106,46
Dépenses de fonctionnement	1 792	1 757	98,01	1 754	97,87	1 748	97,56
Dépenses de transfert courant	5 029	4 943	98,28	4 943	98,28	4 943	98,28
Dépenses d'investissement	19 501	19 182	98,36	19 182	98,36	19 182	98,36
Minist. Culture, Tourisme et Communication	7 521	7 356	97,80	7 369	97,98	7 369	97,98
Dépenses de personnel	1 020	1 362	133,62	1 390	136,31	1 390	136,31
Dépenses de fonctionnement	359	357	99,58	356	99,12	356	99,12

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Dépenses de transfert courant	3 232	3 232	99,98	3 232	99,98	3 232	99,98
Dépenses d'investissement	2 910	2 405	82,62	2 392	82,19	2 392	82,19
Minist. Travail et Sécurité Sociale	1 496	1 507	100,72	1 507	100,74	1 507	100,74
Dépenses de personnel	499	567	113,45	567	113,50	567	113,50
Dépenses de fonctionnement	218	163	74,84	163	74,84	163	74,84
Dépenses de transfert courant	403	402	99,59	402	99,59	402	99,59
Dépenses d'investissement	376	376	100,00	376	100,00	376	100,00
Min. Fonct Publ et Reforme Etat	3 741	3 464	92,61	3 345	89,43	3 344	89,39
Dépenses de personnel	1 269	998	78,67	1 011	79,72	1 011	79,72
Dépenses de fonctionnement	1 323	1 318	99,57	1 185	89,58	1 184	89,46
Dépenses de transfert courant	988	988	100,00	988	100,00	988	100,00
Dépenses d'investissement	160	160	99,99	160	99,99	160	99,99
Minis Promotion de la Femme	843	860	101,95	861	102,09	861	102,09
Dépenses de personnel	293	339	115,53	340	116,03	340	116,03
Dépenses de fonctionnement	131	127	96,89	127	96,70	127	96,70
Dépenses de transfert courant	259	234	90,35	234	90,35	234	90,35
Dépenses d'investissement	160	160	99,97	160	99,97	160	99,97
Min Sports et des Loisirs	2 012	1 548	76,92	1 530	76,04	1 530	76,04
Dépenses de personnel	721	757	104,99	760	105,46	760	105,46
Dépenses de fonctionnement	167	167	99,99	147	87,49	147	87,49
Dépenses de transfert courant	591	563	95,35	563	95,35	563	95,35
Dépenses d'investissement	533	60	11,26	60	11,26	60	11,26
Ministère de la Santé	77 320	75 152	97,20	74 476	96,32	74 476	96,32
Dépenses de personnel	25 640	26 555	103,57	26 555	103,57	26 555	103,57
Dépenses de fonctionnement	10 487	9 720	92,69	9 060	86,39	9 060	86,39
Dépenses de transfert courant	20 563	20 260	98,53	20 244	98,45	20 244	98,45
Dépenses d'investissement	20 630	18 616	90,24	18 616	90,24	18 616	90,24
Min Action Sociale et Solidarité Nationale	7 214	7 064	97,92	7 061	97,89	7 061	97,89
Dépenses de personnel	3 547	4 164	117,40	4 169	117,53	4 169	117,53
Dépenses de fonctionnement	364	356	97,56	348	95,54	348	95,54
Dépenses de transfert courant	1 662	1 662	100,00	1 662	100,00	1 662	100,00
Dépenses d'investissement	1 640	882	53,77	882	53,77	882	53,77
Min des Enseign de base et Alphabétisation	110 511	107 380	97,17	106 950	96,78	106 950	96,78
Dépenses de personnel	71 670	71 414	99,64	71 516	99,78	71 516	99,78
Dépenses de fonctionnement	8 267	6 931	83,85	6 672	80,71	6 672	80,71
Dépenses de transfert courant	7 602	6 725	88,47	6 546	86,12	6 546	86,12
Dépenses d'investissement	22 972	22 309	97,11	22 216	96,71	22 216	96,71
Min Enseign Second, Sup et Rech Scientif	65 176	64 096	98,34	64 026	98,24	64 026	98,24

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Dépenses de personnel	19 175	21 333	111,25	21 339	111,28	21 339	111,28
Dépenses de fonctionnement	1 964	1 511	76,92	1 486	75,64	1 486	75,64
Dépenses de transfert courant	33 489	33 466	99,93	33 466	99,93	33 466	99,93
Dépenses d'investissement	10 548	7 786	73,82	7 736	73,34	7 736	73,34
Min Commerce, Promo Entrep et Artisanat	6 102	6 186	101,39	6 188	101,41	6 188	101,41
Dépenses de personnel	643	769	119,60	771	119,82	771	119,82
Dépenses de fonctionnement	39	31	78,18	31	78,18	31	78,18
Dépenses de transfert courant	945	921	97,49	921	97,49	921	97,49
Dépenses d'investissement	4 474	4 465	99,79	4 465	99,79	4 465	99,79
Min Mines, Carrières et Energie	3 447	3 355	97,31	3 362	97,53	3 362	97,53
Dépenses de personnel	271	243	89,67	251	92,46	251	92,46
Dépenses de fonctionnement	58	57	98,44	57	98,44	57	98,44
Dépenses de transfert courant	2 364	2 364	100,00	2 364	100,00	2 364	100,00
Dépenses d'investissement	754	690	91,55	690	91,55	690	91,55
Min Agri., Hydrauliq et Rss. Halieutiq	42 427	38 783	91,41	38 720	91,26	38 720	91,26
Dépenses de personnel	5 806	5 546	95,53	5 556	95,69	5 556	95,69
Dépenses de fonctionnement	727	709	97,52	678	93,32	678	93,32
Dépenses de transfert courant	1 929	1 876	97,23	1 876	97,23	1 876	97,23
Dépenses d'investissement	33 965	30 652	90,25	30 610	90,12	30 610	90,12
Ministère Ressources Animales	5 212	5 072	97,32	5 071	97,30	5 071	97,30
Dépenses de personnel	2 271	2 188	96,35	2 201	96,93	2 201	96,93
Dépenses de fonctionnement	303	263	86,97	249	82,29	249	82,29
Dépenses de transfert courant	307	305	99,61	305	99,61	305	99,61
Dépenses d'investissement	2 332	2 315	99,31	2 315	99,31	2 315	99,31
Min Environnement et Cadre de Vie	4 427	4 156	93,88	4 229	95,53	4 229	95,53
Dépenses de personnel	2 645	2 543	96,13	2 619	99,01	2 619	99,01
Dépenses de fonctionnement	481	466	96,99	463	96,35	463	96,35
Dépenses de transfert courant	564	543	96,20	543	96,20	543	96,20
Dépenses d'investissement	737	605	81,99	605	81,99	605	81,99
Min Infrastructures et Désenclavement	34 669	34 324	99,00	33 755	97,36	33 755	97,36
Dépenses de personnel	1 081	1 071	99,05	1 084	100,29	1 084	100,29
Dépenses de fonctionnement	469	448	95,42	342	72,98	342	72,98
Dépenses de transfert courant	306	277	90,36	277	90,36	277	90,36
Dépenses d'investissement	32 813	32 529	99,13	32 051	97,68	32 051	97,68
Min des Postes et des TIC	1 245	1 195	96,00	1 059	85,04	1 059	85,04
Dépenses de personnel	122	146	119,37	148	121,29	148	121,29
Dépenses de fonctionnement	110	105	95,10	105	95,10	105	95,10
Dépenses de transfert courant	10	10	100,00	10	100,00	10	100,00

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Dépenses d'investissement	1 003	935	93,21	796	79,37	796	79,37
Min des Transports	846	611	72,23	613	72,47	613	72,47
Dépenses de personnel	347	312	89,90	314	90,47	314	90,47
Dépenses de fonctionnement	63	19	29,45	19	29,45	19	29,45
Dépenses de transfert courant	191	151	78,82	151	78,82	151	78,82
Dépenses d'investissement	245	130	53,08	130	53,08	130	53,08
Min Promotion Droits Humains	376	423	112,36	426	113,16	426	113,16
Dépenses de personnel	233	280	120,01	283	121,30	283	121,30
Dépenses de fonctionnement	118	118	99,91	118	99,91	118	99,91
Dépenses de transfert courant	26	26	100,00	26	100,00	26	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Ministère Jeunesse et Emploi	5 011	3 664	73,13	3 690	73,65	3 690	73,65
Dépenses de personnel	419	514	122,70	546	130,22	546	130,22
Dépenses de fonctionnement	105	101	95,61	95	90,50	95	90,50
Dépenses de transfert courant	1 716	1 529	89,13	1 529	89,13	1 529	89,13
Dépenses d'investissement	2 770	1 520	54,87	1 520	54,87	1 520	54,87
Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme	5 165	4 697	90,93	4 784	92,63	4 784	92,63
Dépenses de personnel	417	375	90,03	463	111,12	463	111,12
Dépenses de fonctionnement	65	60	93,03	60	93,01	60	93,01
Dépenses de transfert courant	40	40	100,00	40	100,00	40	100,00
Dépenses d'investissement	4 643	4 221	90,91	4 221	90,91	4 221	90,91
Grande chancellerie	813	803	98,79	803	98,82	803	98,82
Dépenses de personnel	31	31	97,77	31	98,46	31	98,46
Dépenses de fonctionnement	222	213	95,90	213	95,90	213	95,90
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	559	559	100,00	559	100,00	559	100,00
Conseil Supérieur de la Communication	627	640	102,07	644	102,70	644	102,70
Dépenses de personnel	79	92	116,47	96	121,46	96	121,46
Dépenses de fonctionnement	156	156	100,00	156	100,00	156	100,00
Dépenses de transfert courant	159	159	100,00	159	100,00	159	100,00
Dépenses d'investissement	233	233	100,00	233	100,00	233	100,00
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	554	534	96,32	537	96,83	537	96,83
Dépenses de personnel	200	214	107,26	218	108,89	218	108,89
Dépenses de fonctionnement	350	315	90,04	315	89,91	315	89,91
Dépenses de transfert courant	4	4	100,00	4	100,00	4	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Conseil Constitutionnel	443	286	64,49	354	79,91	354	79,94
Dépenses de personnel	189	158	83,50	227	119,57	227	119,65

Sections/natures de dépenses	Dotations	Engages visés		Liquidations		Ordonnancements	
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
Dépenses de fonctionnement	252	126	49,92	126	49,92	126	49,92
Dépenses de transfert courant	2	2	100,00	2	100,00	2	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'Etat	323	345	106,94	357	110,58	357	110,58
Dépenses de personnel	170	231	136,23	243	143,15	243	143,15
Dépenses de fonctionnement	152	113	74,23	113	74,23	113	74,23
Dépenses de transfert courant	1	1	99,98	1	99,98	1	99,98
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Cour des Comptes	522	577	110,66	577	110,66	577	110,66
Dépenses de personnel	223	292	131,00	292	131,00	292	131,00
Dépenses de fonctionnement	269	255	94,98	255	94,98	255	94,98
Dépenses de transfert courant	5	5	100,00	5	100,00	5	100,00
Dépenses d'investissement	25	25	100,00	25	100,00	25	100,00
Cour de Cassation	458	421	91,95	422	92,02	422	92,02
Dépenses de personnel	285	351	123,08	351	123,19	351	123,19
Dépenses de fonctionnement	170	68	39,76	68	39,75	68	39,75
Dépenses de transfert courant	3	3	100,00	3	100,00	3	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Commiss Electorale Nationale Indépdte	203	203	100,00	203	100,00	203	100,00
Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de transfert courant	203	203	100,00	203	100,00	203	100,00
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Transferts Ressources Collectivités T.	5 385	5 385	100,00	5 385	100,00	5 385	100,00
Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses de transfert courant	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	5 385	5 385	100,00	5 385	100,00	5 385	100,00
Dépenses Communes Interministérielles	260 556	248 464	95,36	248 463	95,36	248 416	95,34
Charge. dette dép. en atténa. des recettes	500	398	79,56	398	79,56	398	79,56
Dépenses de personnel	16 380	13 068	79,78	13 069	79,78	13 067	79,78
Dépenses de fonctionnement	47 709	45 658	95,70	45 656	95,70	45 656	95,70
Dépenses de transfert courant	82 780	82 374	99,51	82 374	99,51	82 374	99,51
Dépenses d'investissement	107 787	103 171	95,72	103 171	95,72	103 125	95,67
Transfert en capital	5 400	3 795	70,28	3 795	70,28	3 795	70,28
TOTAL	926 161	895 501	96,69	893 316	96,45	889 954	96,09

Source : DGB